

THÈSE DE
PARIS.
1883.
N^o. 90.

UNIVERSITÉ DE FRANCE

ACADÉMIE DE PARIS.

ESSAI
SUR LA
RÉFORME

DANS LE DÉPARTEMENT DE L'YONNE

PAR

PAUL MARRE



CAMBRAI

IMPRIMERIE DE ALEXANDRE RÉGNIER-FAREZ

28, Place-au-Bois, 28.

1883

UNIVERSITÉ DE FRANCE

ACADÉMIE DE PARIS.

ESSAI
SUR LA
RÉFORME

DANS LE DÉPARTEMENT DE L'YONNE.

Ce n'est pas la différence des opinions, c'est
l'intolérance qui s'oppose à la paix et la crainte
chimérique du trouble est précisément ce qui a
troublé l'univers.

TURGOT, *Lettre sur la Tolérance* 1754.

THÈSE

Présentée à la Faculté de Théologie protestante de Paris

POUR OBTENIR LE GRADE DE BACHELIER EN THÉOLOGIE

ET SOUTENUE PUBLIQUEMENT LE MARDI 6 FÉVRIER 1883

A QUATRE HEURES

Par

PAUL MARRE, de MORTAGNE (Orne)

CAMBRAI

IMPRIMERIE DE ALEXANDRE RÉGNIER-FAREZ

28, Place-au-Bois, 28.

—
1883



FACULTÉ DE THÉOLOGIE PROTESTANTE

DE PARIS

EXAMINATEURS DE LA SOUTENANCE :

Président : M. VIGUÉ.

Examineurs : { MM. VIGUÉ.
BONET-MAURY.
MÉNÉGOZ.

La Faculté n'entend ni approuver ni désapprouver les opinions particulières du candidat.

SOURCES :

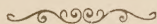
Histoire des Eglises Réformées, par Théod. de BÈZE.

Mémoires de Claude Haton.

Histoire des guerres du Calvinisme et de la Ligue dans le
département de l'Yonne, par M. CHALLE.

Histoire de la prise d'Auxerre, par LEBEUF.

Documents inédits aux archives de l'ancienne Bourgogne —
Dijon.



INTRODUCTION

Les documents qui nous font connaître les origines du protestantisme dans la Basse-Bourgogne sont dus presque tous à la plume d'écrivains catholiques, ils ne nous disent que très peu de chose de la naissance, du développement, et de la vie intime des communautés protestantes de cette contrée ; le rôle politique qu'elles ont joué dans les luttes du temps est presque le seul jour sous lequel nous les montrent ces chroniques locales où l'on entend plus souvent résonner le cliquetis des armes que le chant des psaumes. L'étude du protestantisme au XVI^m^e siècle dans cette région, n'en renferme pas moins de grandes leçons.

La Réforme pénétra de très bonne heure dans la Basse-Bourgogne, là comme ailleurs elle fit des adeptes dans les classes cultivées de la société et des Eglises se fondèrent au milieu de ce peuple dont l'esprit est naturellement ouvert et porté à l'indépendance ; mais c'est aussi une race mobile

sujette aux vives passions et dès que la réaction se fit sentir, dès que le clergé, la royauté et les parlements excitèrent le peuple contre les « religionnaires, » la persécution sévit au sein de ces Églises naissantes, avec un acharnement qu'elle a pu égaler ailleurs, mais que nulle part elle n'a surpassé.

Dans cette contrée, nous voyons la persécution revêtir un caractère de cruauté inouïe et s'exercer sans relâche, jusqu'à ce qu'elle ait atteint son but, l'extirpation de l'hérésie ; elle l'a atteint en effet, mais que de crimes les bourreaux n'ont-ils pas consommés, pour étouffer les puissantes aspirations de cette époque vers la liberté religieuse et noyer dans le sang des Églises déjà nombreuses ; aussi les pages que nous allons écrire, sont-elles plutôt un martyrologe qu'une histoire.

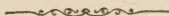
Les hommes qui, il y a trois siècles, ont lutté dans cette contrée pour la liberté de conscience ont été vaincus, il est vrai, mais outre qu'une cause ne peut être jugée ni d'après le succès qui la couronne ni d'après les revers qui l'abattent, nous estimons que leurs travaux n'ont pas été accomplis en pure perte.

Le grand mouvement des esprits, qui s'est produit au XVI^me siècle, a étendu son influence à plusieurs générations et nous pensons qu'il n'est pas étranger au développement intellectuel et à l'esprit libéral qui caractérisent la Bourgogne.

N'a-t-on pas souvent remarqué que telle commune qui a subi dans le passé l'influence de la Réforme, alors même que la liberté religieuse lui

a été ôtée de vive force, se distingue aujourd'hui encore des communes voisines, par plus d'initiative, plus d'indépendance et un plus vif amour de l'instruction ?

Nous espérons en tout cas, que ces grands souvenirs n'auront pas été évoqués sans intérêt ni sans profit, car c'est un noble exemple pour notre temps, que celui d'une génération qui a tout sacrifié à ses convictions.





Digitized by the Internet Archive
in 2026

CHAP. I.

ÉTAT MORAL DU CLERGÉ AU XVI^e SIÈCLE

Avant de raconter les débuts de la Réforme dans la Basse-Bourgogne, il nous paraît indispensable de jeter un coup d'œil rapide sur l'état moral du clergé de cette contrée au XVI^e siècle ; nous nous en tiendrons, autant qu'il se peut, au témoignage de ses propres chroniqueurs.

D'intéressants mémoires de cette époque nous ont été conservés, entre autres un manuscrit de Claude Haton, curé du diocèse de Sens ; l'auteur nous y apparaît comme un homme de vie honorable, mais ennemi cruel des protestants, quelquefois il lui arrive de plaisanter dans le goût de son temps sur leurs supplices.

Après avoir tracé, page 89, de ses mémoires, un tableau peu flatteur des prélats de son époque, il dit : « Le nombre des prebstres était fort grand, » par les villes et villages ; lesquels estaient à qui » en bailleraient le plus ferme à mons. le curé et » prieur et le plus souvent, se trouvait que le » plus âne et mécanique de la paroisse était » mons. le vicaire, parce qu'il en baillait le plus, » et si estaient la plupart desdits prebstres fort » vicieux et scandaleux et assez peu chatiez, par » justice. » Au commencement du XVI^e siècle,

le siège épiscopal d'Auxerre fut occupé par une série d'hommes cupides et corrompus.

De 1514 à 1538, le titulaire fut un nommé François de Dinteville, dont Rabelais parle comme d'un homme simple d'esprit et sensuel ; il résigna son bénéfice à son neveu du même nom, un intrigant, qui ne parut dans son diocèse, que pour donner l'exemple de violences sangui-
naires.

M. Challe, (1) qui ne cite jamais que pièces en main, dit « p. 161 vol. : » tantôt il vengeait sans guinairement de sa main le délit d'un » braconnier pris dans ses chasses, tantôt il » faisait crucifier un garde qui avait sans son » aveu vendu quelques faucons. »

En 1554, l'évêque d'Auxerre fut Jean de la Rochefoucault, qui mangea les revenus de son évêché sans jamais y mettre le pied.

Son successeur fut un parent des Dinteville, le cardinal de Lenoncourt ; les folles dépenses de sa vie l'obligèrent à abattre en entier la vaste forêt de Bertrange ; les paysans, raconte l'abbé Lebeuf, disaient que, là, pourrait se tenir le jugement dernier, tant il y avait de fausses billes, pour y asseoir les ressuscitants.

Il en était de même à Sens ; le titulaire de cette riche métropole était le chancelier-cardinal Duprat, homme sans mœurs, connu par sa vénalité qui lui avait attiré d'immenses richesses. Quand François I^{er} apprit qu'il venait de faire construire une nouvelle salle à l'Hôtel-Dieu : elle

(1) Challe. Hist. des guerres du Calv. et de la Ligue, 1 vol. p. 16.

sera bien grande, dit-il, si elle peut contenir tous les malheureux qu'il a faits.

Après lui, vint Louis de Bourbon qui, pour payer ses prodigalités, dut abattre presque toutes les hautes futaies de son archevêché, sises à Brienon et à Villeneuve-l'Archevêque. Cl. Haton dit qu'il « jouait du haut-bois si qu'il ne fust ménestrier. » Le même chroniqueur raconte une scène bouffonne, à laquelle donna lieu le vandalisme scandaleux de Monsieur de Bourbon. A une procession de la Fête-Dieu, les bourgeois de Sens dressèrent en des carrefours, des estrades sur lesquelles s'établirent des hommes masqués et déguisés, armés de scies de cognées et de serpes et quand la procession passait, « les uns tiraient la scie, les autres charpentaient, les autres fagotaient, duquel mystère le dit seigneur se courrouça fort. »

Il n'y a pas de scandale que cet archevêque n'ait donné à Sens, il était si notoirement adonné au vin que le roi l'appelait familièrement « sitio ».

Son successeur fut un cardinal Bertrandi, qui, lui, ne scandalisa pas son diocèse, n'y ayant jamais mis les pieds.

A Bertrandi, succéda Louis de Lorraine quatrième fils du duc de Guise ; on l'appelait le « cardinal des bouteilles », parce qu'il les aimait fort, dit le journal de l'Estoile, et nese mêlait guère d'autres affaires que de celles de la cuisine.

Ces deux derniers archevêques ne parurent jamais dans leur diocèse, et n'en prirent pas même possession.

Les chanoines et les bénéficiers de tout ordre reproduisaient dans leur vie les désordres de leurs supérieurs ; la vertu ne s'était assurément pas réfugiée dans les monastères, car au dire des écrivains contemporains, de ceux même qui ont le plus d'intérêt à atténuer les désordres du clergé, la vie des moines était un objet de scandale.

Cl. Haton raconte des choses inouïes sur les moines de l'abbaye de St-Germain, la plus célèbre de toute la contrée.

Dom Vidal, un des derniers prieurs de cette abbaye, a écrit dans un moment de sincérité : « On ne peut, sans rougir, parler de la licence et » des vilaines débauches de ces moines. »

Au commencement du XVII^e siècle Dom Viole, un annaliste du même monastère avoue que ce n'était pas la piété qui y régnait, mais « Mercure, Bacchus et Vénus ; » quand soixante ans seulement après le concile de trente, en 1620, on envoya aux religieux de cette abbaye, un prier pour les réformer, c'est avec mille injures et tant à coups de pieds qu'à coups de poings qu'ils l'accueillirent et le forcèrent à se retirer. (1)

Tel était l'exemple que donnaient, à la veille de la réformation, des hommes voués par état à une vie sainte. L'affaissement moral que nous constatons dans cette contrée, avait pour cause, là comme ailleurs, l'altération des principes évangéliques.

(1) Prior a Germanianis petulantioribus monachis, pugnis, calcibus variisque affectus injuriis... ad proprios rediit. D. Vidal cité par M. Challe.

Des hauteurs de la religion en esprit et en vérité, le christianisme était tombé dans le culte de la lettre et dans les plus grossières superstitions, l'arbre mauvais portait de mauvais fruits.



CHAP. II.

INFLUENCES LOCALES QUI ONT FAVORISÉ L'ÉTABLISSEMENT DE LA RÉFORME DANS LA CONTRÉE.

La Réforme pénétra, dès le principe, à la Cour, dans les châteaux de la noblesse et dans la demeure des magistrats.

Quelques-uns des hommes les plus marquants de ce grand mouvement religieux avaient des relations personnelles en Bourgogne ; entre autres Théod. de Bèze, né à Vézelay en 1519, dont la jeunesse s'était passée à Sens.

Jacques Spifame, évêque de Nevers, qui se rallia à la Réforme, avait été élevé près de Sens, au château de Passy, dont son père était seigneur.

Le cardinal Odet de Chatillon, qui protesta un des premiers contre la loi immorale du célibat ecclésiastique, en épousant publiquement Isabelle de Hauteville, possédait plusieurs abbayes dans la contrée : Vézelay, St-Pierre-le-Vif et Vauluisant.

Les principaux chefs militaires possédaient également des domaines dans cette région et y faisaient de fréquents séjours.

Condé habita pendant un temps le château de Noyers.

Dandelot recevait souvent dans sa princière

résidence de Tanlay près de Tonnerre, son frère l'amiral de Coligny. L'influence et l'exemple de ces hommes hâtèrent autour d'eux le développement du protestantisme.

Par contre, le parti catholique comptait aussi dans le Sénonnais quelques-uns de ses plus influents champions.

Le maréchal de St-André était possesseur de la magnifique terre de Vallery, qui s'étend jusqu'aux portes de Sens.

Le cardinal Jean de Lorraine ainsi que Louis de Guise furent titulaires de l'archevêché de Sens et de l'abbaye de St-Germain d'Auxerre.

Le grand prieur François de Guise passait une partie de sa vie, dans le somptueux manoir de l'Aulnaye, près de St-Martin-sur-Oreuse. Ces hommes inspirèrent vite dans leur entourage, l'esprit d'intolérance et la haine qui les animait contre le protestantisme. La présence dans la Basse-Bourgogne, des hommes en qui s'incarnait la Réforme naissante, ainsi que de ses ennemis les plus acharnés, devait faire de cette malheureuse contrée, un champ-clos, où la lutte arriverait bientôt à son paroxysme.

L'ombrageuse Eglise de Rome commençait à s'inquiéter, de voir la Réforme grandir tous les jours ; elle soufflait à l'oreille des rois, que les novateurs étaient des séditeux qui niaient toute autorité, qui renversaient aujourd'hui les autels, demain les trônes. C'est de cette crainte, que le Chancelier-Cardinal Duprat entretenait François I^{er}, aussi les édits de ce roi contre les « luthériens »

se montrèrent — ils empreints d'une sévérité cruelle.

Le Saint Office avait envoyé son mot d'ordre aux évêques et à leur officialité, on épiait le moindre signe d'hérésie, on voyait partout de l'hérésie et l'hérésie était traitée en crime d'état.

Une commission extraordinaire, instituée l'année 1526 en vertu d'une bulle du pape, avait fait périr sur le bûcher le célèbre Louis de Berquin. Ce n'était pas sa première victime et ce ne devait pas être sa dernière.

En 1531, le 21 janvier, on brûla à Paris six hérétiques et le lendemain, on brûla encore la femme d'un cordonnier, pour avoir fait gras le vendredi.

On avait d'abord étranglé les victimes avant de les brûler, ensuite on les brûla vives et l'on inventa, pour les faire souffrir davantage, l'instrument infernal nommé estrapade, à l'aide duquel, des chaînes de fer mues par une bascule, balançaient le malheureux patient, à travers les flammes du bûcher.

En 1535, François I^{er} publia un édit, qui frappait les recéleurs d'hérétiques avec la même cruauté que les hérétiques eux-mêmes, et qui attribuait au dénonciateur le quart des biens du condamné.

C'est au milieu de ce sombre état de choses, que la Réforme fit son apparition dans notre contrée.

Le diocèse d'Auxerre s'étendait jusqu'aux bords de la Loire, comprenant les villes de Gien, Briare, Bonny, Cosne et la Charité. Il était traversé par

les routes que suivaient les étrangers, allant de Paris à Lyon et à Genève, souvent ceux-ci s'arrêtaient dans ces villes y laissant quelques livres, sans doute, les premières versions Françaises de la Bible. Il semble que ce soit par là que la Réforme ait pénétré dans le bassin de l'Yonne.

En 1529 un ministre de la nouvelle religion, comme on disait alors, nommé Chaponneau, prêchait publiquement à Gien ; un prêtre de la même ville, Etienne Bertin, abjura le catholicisme, se rallia à l'Evangile et se maria publiquement à Cosne.

L'évêque d'Auxerre prit aussitôt des mesures inquisitoriales, pour arrêter l'envahissement de l'hérésie, puis, comptant sans doute sur l'effet de sa présence pour intimider les partisans des idées nouvelles, il visita les villes dont nous venons de parler, accompagné du juge de l'officialité ; les plus compromis s'éloignaient à l'approche de l'évêque ou de ses délégués et reparaissaient aussitôt après.

En 1538, des sergents furent envoyés d'Auxerre
« à Entrains pour informer de la vie et renom-
« mée de Thomas Ancel médecin et de Pierrette
« Gruelle, sa femme, prisonniers au château
« d'Auxerre, accusés du crime d'hérésie et de
« secte « luthériane, » l'accusation prouva sans
doute que le médecin d'Entrains et sa femme
n'étaient pas sans raison accusés d'hérésie, car
peu de temps après, « ils furent menés sur une
« charrette depuis les prisons d'Auxerre devant
« l'Eglise St-Etienne au dit lieu et la chapelle de
« N. D. des vertus, attendant à icelle, pour y

« crier merci, demander pardon à Dieu et à la
« Vierge Marie, saints et saintes du paradis et ce
« fait, furent ramenés en la place commune
« appelée la Fénerie et en icelle furent brûlez. » (1)

La même année, il y eut un autre martyr, dont le nom nous a été conservé, il s'appelait Gilles de la Roze, sa tête fut fichée à un poteau et son corps, déchiré en quatre parties, fut exposé aux principales portes de la ville. (2)

En 1542, un nommé Etienne Michau, du village de Perly, fut conduit par le bourreau devant la porte de l'église et y fut battu de verges, pour avoir fait entendre des paroles hérétiques.

En 1555 Pierre Berthier est également condamné à la même peine, l'exécution de sa condamnation a lieu le jour du marché ; la même année Pierre Gaberet, accusé d'hérésie, est brûlé vif, (3) sans doute avec le raffinement de cruauté de l'estrapade, car les Auxerrois avaient

(1) Archives de Dijon, comptes de l'Auxerrois B. 2618 fol. 68.

Dans son remarquable ouvrage sur l'Histoire des guerres du Calvinisme et de la ligue dans le département de l'Yonne, M. Challe ne dit que très peu de chose des persécutions, qui eurent lieu à Auxerre antérieurement à l'année 1560. Au moment où M. Challe donnait la deuxième édition de son ouvrage, un savant de la contrée, M. Ernest Petit, découvrit dans les comptes de l'Auxerrois déposés aux archives de la Côte d'Or des documents intéressants concernant la période qui nous occupe. Sur les indications que M. Ernest Petit a bien voulu nous fournir, nous sommes allé parcourir ces vieux comptes et nous en avons extrait nombre de faits inédits et précieux pour l'histoire du protestantisme dans l'Yonne.

(2) Archives de Dijon, comptes de l'Auxerrois B. 2618 fol. 71.

(3) » » » » B. 2632.

installé cet instrument de supplice dans leur ville dès 1552.

Deux ans après, nous voyons que Pierre Le Bergier et Guillaume Dujour, tous deux de Vermanton, en appellent des juges du baillage au parlement de Paris et sont incarcérés à la Conciergerie. (1)

A Sens l'esprit nouveau soufflait aussi, souvent il se manifestait par des actes de rébellion contre les lois de l'Eglise. Larcher de Lavernade raconte dans son histoire de cette ville qu'un bourgeois nommé Passagne fut fouetté publiquement par sentence de justice, pour avoir mangé des pois au lard en carême.

En 1545 il y avait à Sens et aux environs, des prédications réformées et des assemblées religieuses, qui causaient de vives inquiétudes au clergé; à sa requête, François I^{er} donna des lettres patentes à Jacques Leroux, conseiller au parlement, pour informer contre les luthériens de Sens.

On voit deux ans après Gilles de Barville, chanoine de la même ville, dénoncer comme hérétique, son neveu Jean Langlois, avocat à Sens, le faire condamner au feu et fournir lui-même le bois pour le brûler.

Quand le clergé donnait de tels exemples il était naturel que les laïcs se prissent d'émulation; aussi quelques années plus tard, un magistrat de Bar-sur-Seine fit-il pendre son propre fils pour crime d'hérésie.

(1) Archives de Dijon, comptes de l'Auxerrois B. 2633. fol. 71

Les exécutions d'hérétiques commençaient à prendre en France leur lugubre vogue, Henri II prenait un singulier plaisir à y assister en personne et comme il s'intéressait à trouver des coupables, il éleva du quart au tiers, la prime offerte aux délateurs ; en 1551, il publia un édit, qui aggravait les pénalités en vigueur contre les réformés.

Le pape Paul IV le poussait dans cette voie en lui écrivant : « Un hérétique ne revient jamais ;
« l'hérésie est un mal auquel il n'y a de remède
« que le feu. »

Le 28 septembre de cette même année Etienne Bertin, dont nous avons parlé plus haut, était traduit devant le siège présidial d'Auxerre et brûlé dans cette ville, sur la place des Grandes Fontaines.

Peu de temps après, un habitant de Neuville près de Gien était brûlé vif à Sens, et son supplice était suivi dans la même ville, de celui de trois « dissidents, » un libraire, un charpentier et un autre, dont l'histoire n'a conservé que le nom, il se nommait Georges Tardif.

Cependant les protestants augmentaient en nombre. Lebeuf, page 87, dit : « On continua
« d'implorer le secours du ciel ; l'an 1557 on fit
« de fréquentes processions générales , nonobs-
« tant ces processions, l'hérésie pullulait de plus
« en plus. »

La cruauté des supplices n'arrêtait pas l'élan des esprits vers la Réforme. Les nouvelles Eglises ne cessaient de s'assembler pour prier Dieu en commun, se fortifier dans la foi et

s'exhorter à souffrir pour la cause sainte de l'Évangile.

La contenance des martyrs, qui montaient au bûcher en chantant des psaumes, parlait plus éloquemment encore que la voix des prédicants.

La mort du vertueux conseiller Anne Dubourg, brûlé en place de Grève l'an 1559, produisit, dit l'historien Mézeray, une impression favorable à la Réformation, « il alla à la mort, avec tant de » joie et tant d'apparence de piété, que son » supplice, loin de donner de la terreur, donna » de la compassion à tout le monde et inspira à » plusieurs cette pensée, que la croyance que » professait un si homme de bien et si éclairé, » ne pouvait être mauvaise. »

Cette même année, le bailli d'Auxerre condamna à mort un protestant natif de Blois, qui se nommait Nicolas Dupont ; celui-ci en appela de la sentence dont il était frappé, au Parlement de Paris. (1)

En dépit de la rigueur avec laquelle les cours prévôtales jugeaient les hérétiques, il y avait à cette époque des troupes avec leurs pasteurs, non seulement dans les villes riveraines de la Loire, mais à Sens, à Avallon, à Villeneuve-le-Roy, à Cravant, à Toucy.

Le trésorier de la cure de Toucy réclamait vers ce temps une réduction de 200 livres, parce que, disait-il, à cause de la diversité de religion, « plusieurs avaient été baptisés et inhumés, hors » de la connaissance de l'Eglise de Toucy. »

(1). Archives de Dijon, Comp. de l'Auxerrois B. 2635.

L'abbé Lebeuf (page 89) rapporte, qu'en 1560 l'exercice de la nouvelle religion devint presque public, tant à Auxerre qu'aux environs ; aux yeux de l'officialité, les prêtres mêmes étaient soupçonnés d'être gagnés par la contagion, car on défendit aux chanoines, le 22 juin, de recevoir chez eux ceux qui étaient suspects d'hérésie.

En 1560, l'Eglise de Noyers, tout organisée, était desservie par plusieurs pasteurs, deux ans plus tard, elle adresse une lettre à l'Eglise de Genève, où elle explique qu'en raison des massacres qui viennent d'avoir lieu à Auxerre et à Sens, l'un de ses pasteurs, Isnert Bollot, s'est éloigné temporairement de son Eglise.

Le clergé, ému de tous ces progrès, mettait en œuvre ses puissants moyens de défense.

La prédication populaire exerçait alors, comme le fait judicieusement remarquer M. Challe, une incomparable autorité sur les masses. La puissance que possède aujourd'hui la presse, la prédication la possédait au XVI^e siècle et plus grande encore, car le peuple ignorant et fanatique croyait, dans la voix d'un moine, entendre une voix du ciel.

Il ne faut donc pas s'étonner que des rois sans caractère et sans principes comme les Valois, aient cherché à mettre de leur côté, cette redoutable puissance, qui apaisait et faisait naître à son gré les tempêtes sociales.

Un des tribuns qui, dans la contrée, faisaient appel aux fougueuses passions du peuple, était un moine dominicain, né à Chevannes, près d'Auxerre, il se nommait Pierre Divolé. Cl.

Haton nous le décrit, comme un homme de sainte vie, « droit de corps et de grande corpulence, bigle d'un œil (louche), noir de visage, » rude de parole, âgé de 40 à 50 ans, des plus » savants et mieux versés qui fussent en son » ordre, grand exterminateur de toute fausse » doctrine, grand adversaire des huguenots et » de leur hérésie » ; il prêchait dans le carême de 1561 à Provins, avec tant de violence, contre l'édit de tolérance publié quelques mois auparavant et il invectiva si audacieusement la reine-mère, que les magistrats dressèrent une information, contre ce moine séditieux, mais le crédit du duc de Guise, qui était acquis aux ultramontains, fit arrêter les poursuites (1).

Un autre prédicateur, docteur en Sorbonne, le curé Vigor, disait à son auditoire : « si tu ne veux frapper contre les huguenots, tu n'as pas de religion ».

Vigor devint évêque de Narbonne.

Ces appels à la fureur du peuple produisaient souvent leur effet.

Le 14 octobre 1561, jour de Saint-Denys, les protestants d'Auxerre, qui n'avaient pas encore de pasteur, étaient réunis dans une grange entre 7 et 8 heures du matin, pour faire la prière en commun ; les prêtres qui, sans doute, les avaient fait épier, sonnèrent le tocsin ; les protestants, bien qu'en réunion privée, par conséquent, dans les termes de l'édit, savaient ce qu'ils avaient à

(1). Mémoires de Cl. Haton, t. I. p. 138.

craindre de la haine d'un peuple fanatique, ils se séparèrent sur-le-champ.

La populace ameutée, au nombre de plus de 2,000 personnes, s'irrita de ne les avoir pas surpris, et se répandit par la ville, se jetant sur une trentaine de maisons, qu'elle pilla ; quelques protestants furent tués ; Saulx-Tavannes, qui raconte le fait, n'indique pas le nombre des victimes.

L'abbé Lebeuf dit que le magistrat fit tous ses efforts, pour arrêter les émeutiers, mais qu'il n'en put venir à bout, il en fit mettre trois en prison avec quelques enfants, que leurs parents retirèrent presque aussitôt.

La Cour, s'étant émue de ce grave attentat contre la loi, envoya l'ordre au sieur de Tavannes, de se transporter à Auxerre. Tavannes était l'ennemi des protestants, il appelait l'édit de tolérance : « une porte ouverte, par où les luthériens entraient en France » ; il fit exécuter trois émeutiers, fit pendre aussi en effigie 3 huguenots, coupables sans doute de s'être défendus contre le pillage ; il en bannit cinq autres, avec confiscation de leurs biens ; frappant ceux qu'il avait mission de protéger.

CHAP. III

LA RÉFORME DANS LE SÉNONNAIS

La régence de Catherine de Médicis avait fait espérer la tolérance à l'endroit des idées nouvelles ; un édit que la reine publia en 1561, sur les conseils du sage l'Hôpital, proclamait dans une certaine mesure la liberté de conscience. Le clergé, alarmé des hésitations de la Cour, exerça une pression puissante sur les parlements pour obtenir d'eux qu'ils n'enregistrasent pas le nouvel édit. En effet, plusieurs parlements de province et de simples baillages refusèrent de le proclamer. En outre il lui fallait, auprès du trône, une famille dévouée qui pût, au besoin, faire échec au pouvoir, il la trouva dans les Guise. Le grand-père des Guise, Claude, cadet des ducs de Lorraine, était venu s'établir en France, possédant pour toute fortune, « un valet et un bâton », il réussit à s'allier à la famille de Bourbon et il eut d'Antoinette de Bourbon une famille nombreuse, qu'il éleva aux plus hauts emplois. François I^{er} avait conseillé à son fils, de ne pas laisser les Guise prendre pied à la Cour, mais Henri II avait eu trop peu de perspicacité pour comprendre le conseil de son père et pour découvrir le caractère intrigant de ces rusés Lorrains ; sous

les derniers Valois, ils acquirent une puissance politique, à laquelle on ne peut comparer que celle des anciens maires du Palais ; il n'y avait rien, dit un chroniqueur de l'époque, « qui ne branlât et « ne tremblât sous leur nom ».

Cette famille avait certains traits de race, la grâce chevaleresque, une intelligence élevée, une ambition sans limites ; l'aîné, François de Guise, visait à la couronne de France et son frère, le cardinal de Lorraine, à la papauté ; ils avaient aussi en partage une avarice sordide ; le duc François payait peu ou point ses soldats, le cardinal possédait, en bénéfices ecclésiastiques, trois cent mille écus (plusieurs millions de notre monnaie) ; ce dernier était, d'ailleurs, un homme sans mœurs qui se faisait huer par le peuple, au sortir de la maison d'une courtisane.

Le duc de Guise avait souvent manifesté sa haine violente contre les Réformés, il la signala à Vassy par un lamentable exploit, le 29 février 1561.

Il n'entre pas dans notre plan, de raconter les détails du massacre de Vassy, nous le mentionnons, parce qu'il eut un caractère contagieux et devint dans toute la France, le signal d'agressions de la part des catholiques contre les minorités protestantes.

La ville de Sens avait pour archevêque le cardinal Louis de Guise et la présence du Maréchal de St-André y entretenait l'ardeur des passions religieuses ; malgré l'influence de ces hauts personnages, la Réforme avait fait dans cette ville des progrès rapides. Les protestants y étaient si

nombreux dans la classe bourgeoise, qu'ils pouvaient d'un moment à l'autre, avoir la majorité dans l'élection des fonctionnaires municipaux, ils comptaient dans leurs rangs quatre conseillers, Hodoard, Boulanger, Pailly et Maslard, le procureur du roi Jacques Penon.

L'avocat du roi, Gibier, le prévôt Claude Gouste, un certain nombre d'avocats, dont l'histoire locale a conservé les noms : Chaline, Maurin, Royer, Claude-Aubert, Pierre Guyot, ainsi que Mathieu de Charlemaison, doyen de l'église, qui n'osait trop ouvertement se déclarer, mais que « tout le monde tenait pour huguenot ».

Les Réformés avaient acheté hors la ville un terrain pour y construire un temple ; l'intolérance catholique s'en émut, les jacobins reçurent de la ville, durant le carême, chacun dix livres tournois, pour prêcher contre les Réformés.

L'éloquence des moines n'arrêta rien, à la fin de mars 1562 ; le local était terminé, les protestants informèrent de l'ouverture de leur prêche, le lieutenant criminel Robert Hémard, afin qu'il pût s'assurer que tout se passait conformément aux lois.

R. Hémard haïssait les protestants qui, l'année précédente, l'avaient, par leur vote, évincé de la mairie, sa réponse fut défavorable ; cette réponse, qui nous a été conservée, ne reproche aux réformés ni scandale, ni insultes au culte catholique ; elle s'adresse à des citoyens paisibles, qui revendiquent simplement le droit de prier Dieu comme ils l'entendent.

Comme Hémard joignait à la charge de lieute-

nant-criminel, l'emploi de bailli du cardinal-archevêque, il dogmatise dans sa lettre, prétendant que « le culte réformé est une nouveauté « téméraire et que ceux qui sont appelés à prêcher, en ont la charge, selon l'observance de « l'église catholique ». Il termine sa lettre en refusant de reconnaître l'édit royal et dénie formellement aux protestants le droit de tenir des réunions. Ceux-ci passèrent outre à la requête de maître Hémard, ils inaugurèrent leur lieu de culte le 29 mars 1562, il ne s'y trouvait pas moins de 600 personnes.

Dans la lettre dont nous venons de parler, Hémard avait fait entrevoir, sous le voile d'appréhensions personnelles, des menaces d'agitations populaires; dès le matin du 29 mars, il prit des mesures que ne nécessitait en aucune façon la sécurité de la ville, il fit prendre aux portes le nom de tous ceux qui sortaient.

Le service religieux se termina sans que l'ordre fût troublé. Dans la soirée une vingtaine d'habitants de Courtenay (Loiret) s'en allaient en paix et traversaient le faubourg d'Yonne; ils furent attaqués par des mariniers, qui les poursuivirent jusqu'à la commune de Paron et les tinrent assiégés dans une maison, où ils s'étaient réfugiés, jusqu'à l'arrivée de quelques gentilshommes, qui vinrent en armes à leur secours et les délivrèrent.

Les victimes de cette agression portèrent en justice une plainte, sur laquelle on ne voulut pas même informer.

Le lendemain, en compagnie de l'Archidiacre

Poissonnet et du conseiller Tolleron, R. Hémard alla trouver à Melun le cardinal-archevêque ; les instructions qu'il en rapporta sont restées secrètes (1). Hémard, qui obéissait à de hautes suggestions et dont la violence était enhardie par l'impunité du massacre de Vassy, conçut dès lors le projet d'envelopper dans un massacre général, tout ce qui à Sens avait embrassé la Réforme ; il fit entrer dans ce complot le conseiller Tolleron, trois échevins, Baptiste Grenetier, Pierre Polangis et Joachim Dubourg, le procureur de la ville, Etienne Garnier, et un certain Balthazar Taveau, greffier de la Chambre de ville, de tous, l'ennemi le plus acharné des protestants ; ces sept hommes posèrent les bases du complot et les conditions de son exécution. Le coup de main fut confié à deux hardis scélérats, Biard et Cayer, ils furent chargés de recruter des sicaires qui, au dire de Théod. de Bèze, étaient payés « un teston par jour », sans compter ce qu'ils pourraient piller.

On possède encore les noms des 116 personnes qui adhérèrent au complot, ou qui l'exécutèrent. Le clergé avait fourni des fonds pour équiper 300 bandits, qui devaient opérer le massacre ; tous les chanoines firent venir leurs sujets des villages voisins pour aider ceux de la ville comme dit un mémoire de l'époque : « à faire le saccagement et massacre. »

Quand tout fut organisé, les chefs des bandes allèrent, dans la nuit du 9 avril 1562, marquer

(1) Théod. de Bèze, hist. ecclés. Liv. VI.

d'une croix les maisons que l'on devait seulement piller et de deux, celles dont on devait égorger les habitants (1). Le complot avait été tenu secret et les protestants étaient si loin de craindre une surprise, que leur capitaine des gardes, qui s'était absenté de la ville pour quelques jours, ne rentra que le 12 avril.

Dès le vendredi, plusieurs protestants furent assaillis et maltraités en pleine rue, l'un d'entre eux, un imprimeur nommé Richebois, fut tellement battu, qu'on le laissa pour mort sur la place.

Le dimanche suivant, le clergé fit une procession préparée avec une solennité extraordinaire. Quand la foule entra dans l'église St-Savinien, un moine Jacobin, nommé Begneti, prêcha contre les Huguenots avec une violence excessive et il souffla si efficacement la haine dans les cœurs, que séance tenante, la foule sortit de l'église et se rua en armes sur le modeste temple, où les protestants tenaient leur réunion : les évergumènes que Begneti avait fanatisés, tuèrent ou blessèrent un grand nombre de protestants, les autres réussirent à s'enfuir.

La foule, armée de pieux et de leviers, se mit incontinent à démolir le temple et deux maisons qui y étaient attenantes ; le nombre et la rage firent si bien, que cette œuvre de vandalisme fut accomplie en fort peu de temps.

On entendit, à ce moment, sonner le tocsin à

(1) Ces documents sont extraits d'un mémoire du temps retrouvé en 1723. Depuis 50 ans ce manuscrit a disparu, ainsi qu'un grand nombre de documents sur l'histoire de Sens.

la cathédrale ; c'était le signal d'une nouvelle phase, où le massacre allait entrer ; la foule, enivrée de sang et de destruction, rentra dans la ville et se porta sur l'habitation des principaux protestants ; les maisons des conseillers Michel Boucher, Maslard, Boulanger, du prévôt Claude Gouste, de l'élu de la ville, Jean Michel, de l'avocat Aubert et du procureur Balthazar furent saccagées et pillées ; la plupart de ceux qui les habitaient réussirent à s'enfuir.

Le conseiller Hodoard était un homme si éminent par sa science et ses vertus, que l'on n'osa pas le frapper ; on se contenta de le jeter dans les prisons de l'Archevêché. Mathieu de Charlemaison ne dut son salut qu'à une absence. Richebois, que ses blessures retenaient au lit, fut égorgé avec sa femme qui était sur le point d'accoucher. La femme du médecin Ithier fut, à la suite d'affreux outrages, massacrée avec une de ses filles. Madame de Faverolles et ses deux filles furent massacrées et traînées à la rivière ; un médecin, appelé Landry, fut précipité d'une fenêtre de sa maison et reçu sur la pointe des haliebardes. On montre encore à Sens, la maison d'un juif nommé Jacob, que le peuple dans sa fureur confondit avec les protestants et massacra impitoyablement. Cependant un certain nombre de réformés, poursuivis par la foule, se retranchaient dans une maison forte et, sous la conduite d'un gentilhomme, nommé Montebaut, y vendaient chèrement leur vie ; il fallut des pièces d'artillerie pour les réduire, tous furent tués, sauf un seul, qui échappa, on ne sait comment.

On traînait les cadavres nus à l'aide de cordes à travers les rues et on les jetait à la rivière ; la nuit seule arrêta le carnage. Le lendemain à la pointe du jour, les cloches des églises donnèrent de nouveau le signal du massacre.

Vers le milieu du second jour, les magistrats donnèrent ordre de faire trêve à cette tuerie d'hommes, de femmes et d'enfants.

M. Challe, dont l'impartialité de jugement ne saurait être mise en doute, pense que ces coupables magistrats ne donnèrent ainsi un ordre fictif, que pour se mettre à l'abri des accusations qu'ils pressentaient devoir s'élever plus tard contre eux. Le pillage et les meurtres n'en continuèrent pas moins, le reste de la semaine, 9 jours durant, selon quelques mémoires du temps. Les historiens de Serres et de Thou sont restés probablement au-dessous de la vérité, en n'estimant qu'à une centaine le nombre des victimes, car le maréchal de Vieilleville dit dans ses mémoires que le fait de Vassy n'est rien, en regard de celui de Sens.

Cinquante-deux notables, dont les noms sont conservés dans les archives de la ville, périrent dans cette circonstance.

L'Yonne et la Seine charrièrent pendant vingt jours, les cadavres des victimes. Le roi Charles IX, se promenant sur le bord de la Seine, vit un corps qui flottait sur l'eau, il s'enquit de ce que c'était. Sire, lui dit un gentilhomme de sa suite, c'est un de ceux qu'on a tués à Sens, qui vient vous demander justice. Mais, dit Théod. de Bèze, « le cardinal de Lorraine, se plaignant de la puanteur,

fit prendre au roi un autre chemin et il n'en fut fait autre chose. » Les prêtres pensèrent pouvoir couvrir le crime par l'imposture. Pour rassurer la conscience du peuple ils firent courir le bruit d'un « miracle arrivé dans une église de la ville. « Ce bruit étant donné, toutes les cloches sonnèrent et la plupart des femmes de la ville y portèrent des chandelles, chacun disant que ce miracle était approuvé comme de la propre bouche de Dieu » (1). Pendant ce temps, Hémard, qui avait eu large part dans le pillage, fit charger un bateau, qu'il dirigea sur Paris et mit en lieu sûr sa part de butin.

Le prince de Condé écrivit à la Reine-mère, pour demander prompt justice de tant d'horreurs; le Parlement commit deux conseillers pour aller informer en la ville de Sens; ce fut une formalité vaine. Cl. Haton dit : « oncques ne fut possible de scavoir à qui s'en prendre ne qui avait commencé la sédition sur les dits huguenots estant à leur prêche et autre chose n'en fut. » Il ajoute plus loin : « les huguenots restant audit Sens, demeurèrent si faibles de biens et de nombre qu'ils n'osèrent en faire poursuite davantage de crainte qu'on ne recommençât de jour et de nuict à se jeter sur eux, pour les envoyer nager en la rivière d'Yonne après les aultres. »

Sur une nouvelle plainte, un sieur de Charlus, affidé des Guises, fut envoyé à Sens; à la suite de son enquête, les plaignants furent molestés de

(1). Théod. de Bèze, hist. des Eglises réformées.

nouveau et mis dans l'alternative de se rendre prisonniers au palais de l'archevêque, ou de sortir de la ville emportant chacun « cinq sols. »

Au mois d'août suivant, le roi autorisait une imposition de 3,000 livres qui, sous la rubrique : sommes dépensées pour choses d'intérêt public, n'avait d'autre but que de solder les bourreaux des protestants ; l'impôt fut réparti, dit M. Challe, de façon à ce que les fils payassent les assassins de leurs pères.

Une autre réclamation de Théod. de Bèze, n'eut pour effet, que d'irriter les Guises; le connétable de Montmorency, qui leur était intimement lié, s'en alla, à la tête de la populace de Paris, saccager et incendier les prêches des faubourgs, il en brûla tant, que ses soldats l'appelaient le capitaine « brûle-bancs. »



CHAP. IV.

ÉTAT DE LA CONTRÉE PENDANT LA 1^{re} GUERRE DE RELIGION.

§ I.

Des faits lamentables, comme ceux que nous venons de raconter, étaient le prélude de la guerre civile, qui éclata au printemps de l'année 1562.

Au moment où les chefs du parti protestant s'emparèrent, par un hardi coup de main, d'un grand nombre de places de sûreté, ils envoyèrent en négociation près d'Elisabeth d'Angleterre, un des principaux seigneurs protestants de la Basse-Bourgogne, Jean de Ferrières, châtelain de Maligny (1). Nous ne pouvons nous dispenser de consacrer quelques lignes à cet homme, qui nous apparaît ici comme une des dernières figures et non des moins nobles de la chevalerie française.

Le seigneur de Maligny, déshérité par son père pour cause de religion, mène une vie

(1) On ne peut douter que Jean de Ferrières ait établi le culte réformé à Maligny ; la rue qui va du château à l'église, porte encore le nom de rue du Temple. On peut y voir un souvenir de l'époque où la messe fut abolie dans cette commune.

errante, fuit d'un domaine à l'autre mais n'en demeure pas moins fidèle jusqu'au bout, à la cause qu'il a embrassée; il lui consacre ses forces, son rare talent diplomatique, son repos et sa vie. Dans la phase critique, où entraît le parti réformé, le dévouement de Jean de Ferrières fut très utile, il obtint de la reine d'Angleterre, qu'elle s'engageât à fournir six mille hommes aux Réformés.

Le parti catholique avait donné le funeste exemple de l'appel à l'étranger ; il s'était adressé à l'Espagne et aux cantons catholiques de la Suisse ; les princes catholiques d'Allemagne lui avaient également envoyé un renfort de 8,000 hommes.

Les protestants, de leur côté, firent appel aux autres peuples protestants. Il y a là un acte qu'on ne peut juger qu'en se plaçant au point de vue du temps où il s'accomplissait. La notion de patriotisme n'était pas, il y a quelques siècles, ce qu'elle est de nos jours. L'éducation féodale subordonnait facilement l'honneur de la patrie, à l'intérêt d'une ville ou d'une province. Eustache de St-Pierre ne croyait pas forfaire au patriotisme, en acceptant une pension du roi d'Angleterre, Edouard III, pas plus que le grand Condé en portant le titre de généralissime des armées espagnoles. L'enrôlement de troupes étrangères était loin d'avoir au XVI^e siècle, le caractère odieux que lui donne l'idée moderne si élevée et si pure du patriotisme.

La colonne étrangère que Dandelot, seigneur de Tanlay, conduisit avec tant d'habileté du

Rhin jusqu'à Orléans, traversa l'Yonne à Cravant; son passage par l'Auxerrois occasionna des conflits regrettables avec la population.

Les habitants de St-Cyr-les-Colons refusèrent d'ouvrir leurs portes (1) aux Allemands, qui les surprirent de nuit, tuèrent 40 hommes et emmenèrent prisonniers les principaux du village.

Un moine jacobin conseilla aux habitants de Jussy, de recevoir les Allemands à coups d'arquebuse; ceux-ci forcèrent la position, tuèrent un certain nombre d'habitants, pillèrent le village et y mirent le feu.

Théod. de Bèze rapporte que c'était au temps de la vendange et qu'il s'y perdit cinq à six mille muids de vin, outre ce qui fut bu et emmené.

Mailly-le-Château, forteresse située sur des rochers qui dominent l'Yonne, fut pris d'assaut et Dandelot y laissa une garnison.

Quelques jours après, l'armée de Condé était prête à entrer en campagne.

Les seigneurs protestants de l'Auxerrois avaient vaillamment répondu à l'appel de leurs chefs, ils étaient allés grossir les rangs de l'armée protestante.

Durant que les armées étaient aux prises, notre contrée se trouvait livrée à toutes sortes d'attaques de villes et de châteaux, d'incendies, de massacres, que souvent la plume se refuse à décrire.

(1) Les bourgs et souvent même les gros villages avaient à cette époque un mur d'enceinte, quelquefois en terre, mais les habitants ne se trouvaient en sûreté que derrière un rempart.

Sous l'excitation du clergé, il s'était formé des compagnies franches, composées de paysans qui abandonnaient leur charrue, d'artisans qui quittaient leur métier, de gens sans aveu ; ces bandes, commandées par des capitaines de hasard, quelquefois un moine ou un curé, attaquaient les Calvinistes par surprise, ne respectant ni loi, ni pitié, ni pudeur et elles répandaient sur leur passage le meurtre et la désolation ; en Bourgogne on les désignait, sous le nom significatif de « *pieds-nus* ».

Les « *pieds-nus* » de Sens avaient pour chefs Biard, Cayer et un chanoine nommé Roulleau ; ils se signalèrent d'abord à Senan, par le massacre d'une troupe de réfugiés huguenots, qui venaient de Troyes et cherchaient à échapper à la mort, dont le gouverneur de Champagne les menaçait.

Aix-en-Othe, canton d'Estissac, était un gros bourg fortifié, qui avait, depuis plusieurs années, embrassé la Réforme et possédait un ministre.

Le 12 avril, les *pieds-nus* de Sens s'y transportèrent et détruisirent le temple, qui selon l'édit de janvier était hors de la ville.

Peu de temps après, ils vinrent renouveler leurs exploits ; pendant une nuit, ils saccagèrent quelques maisons du faubourg et assassinèrent un vieillard.

Les *pieds-nus* s'acharnaient contre cette ville inoffensive, qu'ils voulaient surprendre, mais les habitants faisaient bonne garde.

Le 23 juillet, deux mille vassaux du grand prieur de Guise, partis des communes d'Arces,

Cerisiers, Coulours, Vaudeurs et Fournandin, se présentèrent devant la ville ; quelques seigneurs protestants des environs, ceux de St-Mards et de Cormononcle, vinrent prêter main-forte aux habitants d'Aix, qui repoussèrent ces bandes de pillards.

Pour en venir à leurs fins, les pieds-nus usèrent de ruse ; dans la nuit du 24 août, commandés par Cayer, ils entrèrent en nombre dans la place, mirent le feu en différents endroits de la ville et massacrèrent quelques habitants ; la plupart échappèrent à l'extermination, à la faveur des ténèbres ; le capitaine des pieds-nus jeta dans le feu, de sa propre main, un enfant de 5 ans.

Le 15 octobre, ces brigands réussirent à pénétrer de nouveau dans Aix et tuèrent deux personnes, dont Théod. de Bèze nous a conservé les noms : Jean Brochard et J. Bulin le jeune.

Le 31 janvier de l'année suivante ils y commirent de nouveaux meurtres ; à cette dernière date, ils égorgèrent 16 personnes, l'histoire a gardé le nom d'une seule de leurs victimes, c'était un vieillard nommé Crespin d'Eon ; ils le décapitèrent à coups de cognée et deux jours durant, ils promenèrent sa tête au bout d'une pique, dans les villages voisins.

Le sieur d'Esternay, seigneur de St-Maurice aux riches hommes, était protestant ; pendant son absence, les pieds-nus se ruèrent sur son château, il ne s'y trouvait que des dames et quelques hommes de garde ; une demoiselle de Champagne y fit preuve d'une énergie toute virile, elle se mit à la tête des serviteurs et com-

battit sur les remparts, manœuvrant de ses propres mains les pièces d'artillerie.

Les brigands, voyant la bonne contenance des défenseurs du château, battirent en retraite, bien qu'ils fussent plusieurs mille ; en se retirant, ils mirent le feu au corps d'habitation, qui était devant le château, ainsi qu'à la grange et aux étables qui, au dire de Théod. de Bèze, étaient les plus belles de France.

Quelques mois après, ce château fut de nouveau attaqué par une autre bande, que commandaient deux aventuriers : Elie et Jean Tricher de Maligny, que venait d'enhardir la prise du château de Saligny, mais cette tentative ne leur réussit pas, ils y laissèrent quelques morts et vingt-cinq prisonniers.

§ II.

Les mêmes troubles agitaient l'Auxerrois ; le duc d'Aumale, gouverneur de Bourgogne, avait confié le commandement d'Auxerre à François de La Rivière, seigneur de Champlemy ; celui-ci se concerta, sans tarder, avec deux hommes connus par leur haine contre les Réformés, Pierre et Hélie Le Brioy ; leur plan était de chasser les protestants de la ville ; il y avait fort à faire, car la Réforme y avait pris pied.

Le prévôt Jacques Chalmeaux, homme d'une grande réputation de science et d'intégrité, avait adhéré un des premiers aux idées nouvelles, ils

le firent sortir par ruse ; d'autres le suivirent et dès qu'ils eurent quitté la ville, ils apprirent que leurs biens étaient confisqués.

Les seigneurs protestants du voisinage, Maraffin de Guersch, Louis Blosset et Laborde seigneur de Serin, leur donnèrent asile dans leurs châteaux.

Les protestants d'Auxerre ne causaient aucun trouble dans la ville, ils évitaient même, par prudence, de tenir des assemblées, ils ne purent cependant pas se mettre à l'abri de l'agression et du meurtre.

La première victime fut un pauvre potier d'étain nommé Cosson. Théod. de Bèze raconte « qu'ils le prirent, battirent, jetèrent par les « fenêtres et finalement d'un coup de levier lui « firent voler la cervelle en l'air, appelant le « gouverneur de Champlemy et le président « Le Brioy, qu'ils contraignirent de frapper « eux-mêmes ce pauvre corps tout mort, l'un « d'une épée et l'autre d'une dague et de dire « qu'on avait bien fait de le traiter ainsi, puis ils « le traînèrent par les rues et du haut du pont le « jetèrent à l'eau. »

Les principaux meneurs de la foule étaient un nommé Bougault et un geôlier : Jacques Creux, dit Brusquet.

Le 25 août, la horde fanatique s'attaqua à une dame protestante, en séjour à Auxerre, la femme du Châtelain d'Avallon.

Le récit que fait de ce meurtre Théod. de Bèze est plein de détails si émouvants, qu'il doit le tenir d'un témoin oculaire (1).

(1) Théod. de Bèze, hist. des Egl. réform. II, 145.

« Le 25 dudit mois, ayant Brusquet et sa suite
« saisi la femme du châtelain d'Avallon, après lui
« avoir arraché bracelets, chaînes d'or et autres
« habits, la menèrent à la rivière jetant cris
« épouvantables, blessée de plusieurs coups de
« dague aux reins et aux cuisses, la dépouillè-
« rent, et de la levée d'un grand bateau, la préci-
« pitèrent au fil de l'eau, auquel se débattait
« parce qu'elle était jeune et forte, elle fut as-
« sommée par un batelier de sorte que l'eau était
« rouge de son sang.

« Encore ne leur fut-ce pas assez, car son
« corps tout nu fut mis en spectacle de ces bour-
« reaux infâmes, prenant plaisir à choses si des-
« honnêtes et exécrables, qu'elles ne se peuvent
« décrire et s'étant, lors, trouvé un pauvre homme
« qui apporta un linceul, pour la couvrir et
« ensevelir, encore en fut-il empêché et fut
« contraint de l'inhumer aux champs toute
« nue. »

De là, ils se portèrent aux prisons de l'évêque où deux hommes étaient détenus pour cause de religion ; entre autres, le juge de la seigneurie de Corbelin (Nièvre) nommé Aimé Baleure. Le prêtre qui le gardait, soit cruauté, soit lâcheté, le livra à la foule ameutée, qui le mit à mort ;
« autant en firent, dit de Bèze à un pauvre drapier drapant. » (1)

Le plan du gouverneur se réalisait, les Réformés quittaient la ville. Les violences, dit l'abbé

(1) Théod. de Bèze, loc. citat.

Lebeuf, « ne convertirent pas les huguenots, ils
« aimèrent mieux abandonner au pillage leurs
« maisons et leur ville, que de renoncer à leur
« fausse religion. »

Une bande d'aventuriers, semblables aux pieds-nus de Sens, se mobilisa dans le but d'aller au dehors attaquer les refuges des protestants, elle se porta d'abord sur le château de La Chesnault, dont le seigneur était absent, elle s'en prit ensuite à la demeure d'un avocat du roi, Etienne Sotiveau, ces frénétiques le maltraitèrent à tel point, qu'ils le laissèrent pour mort.

Maraffin de Guerchy sortit de son château d'Avigneau avec une vingtaine de cavaliers, pour mettre un terme à ces actes de brigandage ; comme ceux-ci chevauchaient en vue de la ville, la populace catholique, se fiant à son nombre et exaltée par le vin nouveau, sortit pour attaquer les cavaliers, mais mal lui en prit, elle laissa quatorze des siens sur le terrain, le reste rentra en ville dans un complet désordre.

Les catholiques d'Auxerre eurent encore à enregistrer une défaite, à quelques jours de là.

Le seigneur de Guerchy escortait un gentilhomme, qui portait au prince de Condé des dépêches de Dandelot ; les paysans qui le virent passer l'Yonne au gué de Vaux, sonnèrent le tocsin ; aussitôt, une bande mal armée se trouva sur pied et se mit à la poursuite des cavaliers huguenots, ceux-ci, en fort peu de temps, dispersèrent leurs agresseurs, tuèrent seize hommes et en blessèrent un certain nombre. Cette défaite

arrêta le zèle des paysans, et les huguenois demeurèrent maîtres de la campagne.

Quand plus tard les circonstances obligèrent le seigneur d'Avigneau à quitter son château, les pieds-nus allèrent le mettre au pillage.

Cependant, les Réformés restés dans Auxerre eurent beaucoup à souffrir des troupes du Maréchal de St-André, qui n'ayant pu réussir à rencontrer Dandelot, se replièrent sur la ville, pillèrent et démolirent les maisons des huguenots.

La situation de leurs coreligionnaires, dans les villes voisines, n'était guère meilleure, la petite ville d'Entrains, qui faisait partie, comme nous l'avons dit, de l'ancien diocèse d'Auxerre, avait embrassé la Réforme, elle avait eu beaucoup à souffrir d'un capitaine catholique nommé Chevenon, qui avait forcé les protestants les plus influents à s'éloigner de la ville.

Un prêtre d'Entrains, Etienne Blondelet, organisa un complot, qui devait envelopper dans un massacre général ceux qui étaient restés et même les « suspects d'hérésie. » Blondelet était venu à cet effet à Auxerre, dans les premiers jours du mois de décembre, peut-être pour s'assurer la coopération de Jacques Creux et de sa bande, mais le complot d'Entrains n'aboutit pas ; le matin du 22 janvier 1563 le capitaine L. Blosset pénétra dans la ville, les soldats catholiques, qui pensaient sans doute avoir affaire à des ennemis aussi cruels qu'eux, criaient miséricorde : il n'y eut personne de tué, mais les vainqueurs ayant eu connaissance du complot de Blondelet, le con-

damnèrent à être pendu et arquebusé à l'une des portes de la ville, en compagnie d'un bedeau qu'on appelait « le dangereux ».

Gien dépendait également de l'évêché d'Auxerre, longtemps la ville avait tenu pour Condé. Vers la fin de la campagne, les troupes du roi y entrèrent, il se produisit alors des actes d'une cruauté inouïe. « On assure, dit de Thou, que les Italiens au service du roi, animés par la haine et la rage qu'ils avaient conçue contre les protestants, ouvrirent le ventre d'un pauvre enfant encore en vie et mangèrent son foie palpitant » (1).

A cette époque, quelques-uns des principaux seigneurs de l'Avallonnais tenaient pour la Réforme. C'étaient les Jaucourt de Villarnoult, les Briquemault de Ruère, les Monceaux de Blannay.

La ville elle-même comptait nombre de ses notables parmi les Réformés; un rôle dressé pour la répartition d'un emprunt forcé, nous a conservé les noms de 45 d'entre eux (2). Les échevins et le lieutenant du roi au baillage d'Avallon, Etienne Filzjehan, hommes inféodés au clergé, rendaient la vie très dure aux Réformés. D'ailleurs, le clergé redoutait que les protestants ne fissent pénétrer dans la ville leurs coreligionnaires qui, maîtres du château de Girolles, venaient faire des incursions jusque dans les faubourgs d'Avallon.

Les prêtres demandaient à être mis à l'abri d'une surprise, mais l'installation d'une garnison

(1) de Thou, livre XLII.

(2) Archives d'Avallon, comptes des Receveurs.

entraînait de grands frais et ils n'aimaient guère y contribuer ; ils cachèrent leur vaisselle d'or et d'argent, ainsi que leurs ostensoirs, dans un lieu secret ; ces objets n'en furent pas moins saisis par le gouverneur et la collégiale dut mettre en vente une coupe de bois, pour racheter son trésor.

Tavannes leur donna pour gouverneur le seigneur de Chatellux, un vieillard infirme qui ne les gardait qu'à moitié et s'excusait près du gouverneur de Bourgogne, sur le mauvais état de sa santé.

Comme le gouverneur de Bourgogne tenait autant que le clergé d'Avallon à ce que la ville ne tombât pas au pouvoir des protestants, il fit organiser une milice et en confia le commandement au seigneur de Vezannes. (1)

La reprise des hostilités devait bientôt amener l'évacuation par le parti protestant, du château de Girolles, sans que pour cela la situation des Réformés d'Avallon devint meilleure.

Il y avait des protestants aux environs de Tonnerre, au temps de la première guerre de religion, notamment à Epineuil ; une chanson satyrique de l'époque en fait foi ; le poète champenois qui en est l'auteur, y a mis plus d'aigreur que d'esprit :

C'est donc vous, Messieurs d'Epineuil,
Qui renoncez au bon Dieu ;
Vous êtes de la petite clochette,
Vous êtes de la loi de Calvin,
Vous avez trempé votre serpette
Dedans le sang d'un bouquin. (2).

(1). Archives d'Avallon.

(2). Extrait du « Romancero de Champagne. »

Comme Avallon, la ville de Tonnerre entretenait une garnison commandée par Jacques de Luxembourg; elle prit des mesures pour se mettre à l'abri d'un coup de main inattendu de la part des protestants; les Magistrats de la ville firent murer la porte de Rougemont, renforcèrent les fortifications et placèrent un guetteur dans une logette de bois, que l'on voit encore au haut de la tour du « fort et Chastel-Saint-Pierre. »



CHAP. V.

SITUATION DES PROTESTANTS A LA SUITE DE L'ÉDIT D'AMBOISE.

Les faits que nous venons de raconter se produisaient dans notre contrée, durant que les armées étaient aux prises ; l'édit d'Amboise (19 fév. 1563) n'améliora guère la situation, il est vrai qu'il consacrait la liberté de conscience dans le for intérieur, mais précisément à raison de ce fait, il soulevait les colères d'un clergé intolérant qui ne voulait à aucun prix souffrir la coexistence de deux religions.

A Paris, il ne fallut pas moins que l'autorité de la Reine-mère, pour obliger le Parlement à enregistrer l'édit, encore ne le fit-il qu'avec des réserves et la populace fanatisée jeta, en plein jour, de la boue et des pierres aux hérauts qui avaient mission de le publier.

Dans la plupart des provinces, il y eut des résistances ouvertes à l'édit d'Amboise et les violences à l'égard des protestants n'en continuèrent pas moins ; de sorte qu'on ne se serait pas douté, disent les historiens du temps, que la paix était signée.

« A grande peine, par toute la France, dit

« Théod. de Bèze, se trouva-t-il une ville, qui
« ait plus ouvertement et plus félonieusement
« qu'Auxerre(1) résisté à l'observation de l'édit. »

L'édit d'Amboise stipulait que l'on désignerait les villes dans les faubourgs desquelles le culte évangélique serait autorisé ; on fut sur le point de n'en pas trouver pour le baillage d'Auxerre. Les protestants avaient demandé le faubourg Saint Amatre, où ils s'assemblaient précédemment ; les catholiques s'opposèrent à ce qu'ils tinssent leurs réunions dans la ville, ils demandèrent comme lieu de culte le village de Saint-Georges, ils ne purent l'obtenir, ils jetèrent ensuite les yeux sur Saint-Bris ; le duc d'Aumale fit opposition au nom du seigneur de cette petite ville ; enfin la commission, après bien des lenteurs, désigna Cravant, distant de cinq lieues ; les protestants réclamèrent, par une pétition qui a été conservée. Cette pièce porte 62 signatures, dont les noms se retrouvent aujourd'hui encore en grande partie dans les familles d'Auxerre ; elle demande que les Réformés puissent avoir leur sépulture dans le cimetière Saint-Amatre, qu'on leur maintienne le maître d'école qu'ils avaient fait venir pour instruire leurs enfants et contre lequel s'acharnaient les magistrats.

Enfin elle se termine par des doléances sur les « mesportements, violences et voyes de faict » dont ils sont journellement l'objet depuis l'édit de paix ; cette pétition resta sans réponse comme tant d'autres.

(1) Ville célèbre, dit ailleurs Théod. de Bèze. par ses bons vins et par la mauvaise tête de ses femmes.

Les protestants allaient au prêche à Cravant ou, pour plus d'exactitude, en un lieu voisin dit La Gravelle ; on lit dans Lebeuf que, craignant l'animosité d'un peuple qui les avait en horreur, ils n'y allaient que bien armés ; comme ils s'y rendaient un dimanche matin du mois de juin 1564, ils se virent assaillis par un fort parti catholique, qui les aurait tous massacrés, si quelques seigneurs du voisinage ne fussent venus à leur secours.

L'échauffourée fut violente, de part et d'autre, plusieurs morts restèrent sur la place.

Dandelot, qui était à ce moment à Tanlay, porta plainte près de la Reine-mère. Tavannes reçut l'ordre de punir les coupables, il n'en fit rien.

Le prince de Condé était à Vallery dont il possédait le château, depuis la mort du maréchal de Saint-André ; il insista près du roi, pour que l'on rendît justice à ses coreligionnaires.

Il résulta de l'information, au dire de Lebeuf, que les Huguenots avaient donné lieu à ce tumulte, en allant au prêche, armés comme pour un jour de bataille ; étrange inconséquence, dit M. Challe, sous la plume d'un historien qui vient de dire que les Huguenots avaient tout à redouter de l'animosité du peuple.

A la suite de la sanglante attaque qu'ils avaient essuyée, les Réformés d'Auxerre furent autorisés à se réunir au faubourg Saint-Amatre.

A cette époque remonte un fait d'une poignante éloquence, qui montre quelles angoisses et quels sombres pressentiments agitaient l'esprit

de ces pauvres gens, qui, traqués chaque jour, au mépris des édits royaux, se prenaient à désespérer de la justice humaine et sentant monter contre eux, d'heure en heure, le flot de la haine populaire, pensaient sans doute disparaître dans un massacre général, semblable à celui dont la ville de Toulouse venait d'être le théâtre.

Les protestants d'Auxerre eurent l'idée d'en appeler à la postérité, de la tyrannie dont ils étaient victimes ; ils rédigèrent une formule de foi, destinée, dans leur pensée, à leur survivre et à faire connaître à des temps meilleurs et plus justes, ce qu'ils avaient cru et ce pourquoi ils avaient souffert.

Laissons le chroniqueur raconter lui-même ce fait étrange :

Ils dressèrent une formule de foi, en forme de catéchisme, qui contenait toute la doctrine de leur prétendue réforme et ils la signèrent tous. Pour la transmettre plus sûrement à la postérité, il leur vint à l'esprit de la placer dans un endroit fort singulier et d'où l'on ne pouvait l'ôter à leur insu. Ayant gagné un couvreur qui travaillait à la flèche du grand horloge de la ville, ils la firent mettre dans le globe de cuivre doré, qui supporte la girouette. Ce fut là qu'un ouvrier la trouva, il y a soixante ans environ, dans une boîte de fer blanc. Un témoin oculaire nous assure qu'elle contenait la signature d'une centaine d'habitants, ou à peu près et qu'à cause de certains noms qui y furent remarqués, on jeta la pièce au feu (1).

(1) Lebeuf, mém. sur l'histoire d'Auxerre, tome II, p. 390.

Presque partout les prêtres suscitérent les plus grandes difficultés à l'installation des prêches qu'autorisait l'édit de paix.

Les faubourgs d'Avallon avaient été désignés à tout le baillage de l'Auxois, pour l'exercice du culte réformé ; on s'y rendait de Vitteaux, de Semur, de Flavigny, de Montbard ; mais ce n'était pas sans dépit que les prêtres de la collégiale et les magistrats, qui leur étaient dévoués, voyaient les protestants de la contrée, venir célébrer leur culte aux portes de la ville. Ils feignirent de redouter l'éventualité d'une surprise et en écrivirent au Gouverneur de Bourgogne. Tavannes ordonna que, en réponse à ces récriminations, il fût établi une garde de six hommes et enjoignit à Etienne Filzjehan, de faire garder l'édit « de point en point selon sa forme et teneur » (1).

Les protestants de la contrée n'avaient de garantie que dans la présence de Dandelot à Tanlay, de Condé à Vallery et de Coligny à Châtillon-sur-Loing, distant de 9 lieues de Noyers.

Un bourgeois d'Auxerre, Edme Panier, raconte dans ses mémoires, que Dandelot vint un jour visiter la ville, il se promena dans les rues et les places, en compagnie de Jacques Chalmeaux, lieutenant-général du baillage, du lieutenant-criminel Couroy, des avocats Jambe et Fernier et de plusieurs autres protestants notables ; étant allé au couvent des Jacobins, probablement, dit

(2) Archives d'Avallon.

M. Challe, pour y voir le magnifique jubé que Marie Stuart venait d'y faire construire et que les moines ont détruit en 1782, sa présence inattendue jeta l'épouvante dans le monastère.

Les religieux qui chantaient le salut, croyant, dit Edme Panier, « que le seigneur huguenot venait les faire mourir, s'enfuirent dans l'épouvante et l'un d'eux, le prédicateur Divolé, tomba par terre en défaillance, dont il fut fort blessé et depuis fort malade » (1).

Au moment où la majorité du roi Charles IX allait être proclamée, Catherine de Médicis voulut faire visiter à son fils les provinces de son royaume et au mois de mars 1563, la Cour entreprit ce long voyage. En allant de Fontainebleau à Troyes, le roi passa par Sens ; le procureur Jacques Penon, qui depuis l'année précédente s'était tenu éloigné de la ville, y revint, dans le but de demander au roi justice des scènes d'horreur, qui s'y étaient accomplies quatorze mois auparavant et dont les instigateurs n'étaient autres que le maire et les échevins.

Le duc d'Aumale protégea Robert Hémard et les autres magistrats de Sens, qui avaient organisé le massacre de 1562, et Jacques Penon fut débouté de sa demande. Durant son voyage, Charles IX eut à Bayonne une entrevue avec le duc d'Albe ; M. Challe pense que ce fut alors, que le sanguinaire ministre de Philippe II suggéra à Charles IX et à sa mère l'idée de la Saint-Barthélemy.

(1), Mémoires d'Edme Panier, cités par M. Challe.

D'ailleurs, souvent sur son parcours, le roi avait rencontré des traces de la récente guerre de religion ; ici, c'était une forteresse démantelée, là une abbaye réduite au pillage, partout, les doléances du clergé ; son âme semblait s'en être aigrie.

A son retour de ce long voyage, Charles IX passa par Auxerre ; il alla entendre la messe à la cathédrale ; les seigneurs de la Cour lui faisaient escorte, entre autres le jeune roi de Navarre, qui devait être Henri IV ; celui-ci s'arrêta à la porte de l'Eglise, refusant d'aller plus loin.

Charles prit à Henri de Navarre sa toque de velours et la jeta dans la cathédrale, afin de l'obliger à y entrer ; plût à Dieu, dit M. Challe, en racontant ce trait, que Charles IX n'eût jamais usé de contraintes plus violentes que celle-là.

Il s'en alla par Joigny, Villeneuve-le-Roy, Sens et Sergines ; dans cette dernière localité, son passage fut marqué par une aventure grotesque. Le roi dîna chez le curé de Sergines, qui offrit du vin de sa récolte ; le roi et ses gens trouvèrent le vin fort bon. Au dîner, le roi se montra de joyeuse humeur et fit des plaisanteries aigredouces devant l'amiral, sur la « nouvelle religion. »

Après dîner, comme il se promenait dans la cour, il entendit crier de petits cochons, il se fit ouvrir la sou à porcs ; la mère allaitait ses petits et comme, ajoute le curé Haton, « toute jeunesse, « tant des personnes que des animaux, est délectable à l'homme, plus que les adultes, Sa Majesté « prit un desdits cochons en ses mains pour le

«manier.» La truie furieuse sortit de son toit et se jeta sur le roi, qui n'eut rien de plus pressé que de jeter le cochon à terre et de saisir l'épée d'un de ses pages, qui se trouvait à sa portée. Avec du secours qu'on lui porta sur-le-champ il échappa au danger ; il tua la truie et en paya le prix à son hôte.

Le goût à la fois saugrenu et cruel de Charles, se révélait souvent par des traits de ce genre.

Le roi avait successivement rendu des ordonnances, qui sous prétexte d'interpréter l'édit d'Amboise, supprimaient ou affaiblissaient les garanties de liberté que celui-ci assurait aux Réformés.

Le 14 juin 1563, on défendit aux protestants de travailler boutique ouverte, les jours de fêtes catholiques.

Le 14 décembre de la même année, on déclarait que les protestants ne pourraient faire des quêtes pour les pauvres de leur communion, sinon dans les lieux où la religion réformée était professée.

Le 24 juin 1564, le roi interdit l'exercice du culte évangélique, dans les lieux de résidence royale.

Le 24 août il était défendu aux Réformés de faire des collectes d'argent et aux pasteurs de quitter leur résidence, ainsi que d'ouvrir des écoles.

Dans notre contrée, les attaques contre les personnes devenaient de plus en plus fréquentes.

L'archevêque de Sens avait fait emprisonner le curé de Courtenay, qui avait embrassé la

Réforme; le seigneur de cette ville se plaignit à l'archevêque, qui n'en garda pas moins le curé captif; le seigneur fit main-basse sur des gens attachés à la maison du prélat, qui se rendaient à Montargis, c'est alors seulement que l'archevêque traîta avec le seigneur huguenot.

Il semblait que le voyage du roi eût réchauffé le zèle du parti catholique, qui se livrait à d'incessantes agressions contre les protestants; ces derniers, moins nombreux et souvent abandonnés par les magistrats, avaient presque partout le dessous.

A une des plaintes que Coligny lui adressait, Charles IX répondit ces mots de mauvais présage : « Aujourd'hui vous voulez être nos égaux, « demain vous voudrez être nos maîtres et nous « chasser du royaume. » En France et hors de France, la situation devenait de plus en plus tendue : le duc d'Albe venait de terroriser les Réformés des Pays-Bas, par le supplice des comtes d'Hornes et d'Egmont; Catherine de Médicis faisait faire des levées extraordinaires, dans les cantons catholiques de la Suisse; Condé en ayant demandé un jour la raison, le duc d'Anjou, frère du roi, lui répondit d'un ton hautain : « On saura bien les employer. »

On parlait tout haut de la révocation de l'édit d'Amboise, de la séquestration de Condé et de la mort de Coligny. Il est facile de comprendre, qu'en face de continuels outrages et de la menace qui grondait autour d'eux, les Réformés ne se montraient pas toujours aussi calmes qu'on

eût pu le désirer, l'amiral avait peine à tempérer, de sa ferme prudence, la fougue de ses amis.

La situation devenant tous les jours plus mauvaise, les chefs politiques du protestantisme, déclarèrent compromise la sécurité des leurs.



CHAP. VI.

LE SÉNONNAIS ET L'AUXERROIS, DURANT LA DEUXIÈME GUERRE DE RELIGION.

Quand les chefs se furent assurés que Catherine méditait contre eux des exécutions semblables à celles qui venaient de jeter l'effroi en Hollande, ils se réunirent au château de Vallery devenu le domaine de Condé et après plusieurs conférences ils s'arrêtèrent à un plan des plus hardis, qui consistait à se saisir du Roi et de la Reine-mère, pour substituer leur influence à celle des Guise qu'ils comptaient chasser du royaume. Ils décidèrent en même temps de s'emparer de quelques villes fortes.

La première partie du projet échoua ; des bourgeois de Sens inquiets du va-et-vient extraordinaire d'hommes armés, qu'ils remarquaient sous les murs de leur ville, envoyèrent deux magistrats informer la cour qui, ne se trouvant pas en sûreté dans la résidence de Monceaux, se réfugia à Meaux en toute hâte. Le Roi et la Reine-mère gardèrent une amère rancune aux chefs réformés, de la peur qu'ils avaient eue dans cette circonstance.

A ce moment, le parti protestant s'empara de

plusieurs villes, telles qu'Orléans, Dieppe, Soissons, Meaux et Auxerre.

Le document le plus ancien, touchant la prise d'Auxerre par les Réformés, est la relation d'Edme Panier, bourgeois catholique très hostile à la Réforme. Il dit que les protestants, assez nombreux, se concentraient tantôt chez le comte de Laborde, tantôt dans une auberge du faubourg St-Amatre, chez un certain Gros-Colas dit le Béarnais ; leur situation dans cette ville devenait de jour en jour plus critique. Un des magistrats réformés, Louis de Millaux seigneur de Vau était bailli ; il faisait strictement observer la taxe royale sur les denrées de consommation, ce dont Panier se plaint amèrement. Les prédicateurs catholiques, dit M. Challe, avaient la mauvaise foi d'exploiter l'odieux de cet impôt contre les magistrats calvinistes ; maître Divolé surtout excitait ouvertement le peuple contre les Huguenots, qui, de leur côté, ne se gênaient pas de répondre par des provocations.

Edme Panier raconte que, le jour de l'Ascension, Messieurs du chapitre faisaient une procession ; le seigneur de la Borde, accompagné de plusieurs huguenots, les regardait passer, « riant effrontément de cette sainte cérémonie ».

Peu de temps après le jour de la Fête-Dieu, les habitants d'Auxerre avaient tendu de draps les rues par où devait passer le Saint-Sacrement ; toute une file de ces draps reposait sur une corde, qu'un malin coupa.

Le peuple qui suivait la procession en accusa, à tort ou à raison, un huguenot, nommé Symonet,

et courut aux armes pour « exterminer cet impie et tous ceux de sa religion ».

Le comte de Charny, qui commandait la garnison, modéra, fort heureusement, le zèle indiscret des catholiques. Depuis ce jour, les protestants d'Auxerre n'en vivaient pas moins sous le coup de l'animadversion générale.

C'est alors que les chefs du parti réformé, dans le but de sauvegarder la sécurité personnelle de leurs coreligionnaires, résolurent de se rendre maîtres de la ville.

Voici comment ce hardi coup de main fut mené : le lieutenant général Chalmeaux et le seigneur de la Maison-Forte se mirent en tête de l'entreprise. Chalmeaux fit publier l'injonction faite par le roi, de déposer les armes et défendit aux marchands de vendre de la poudre. Les forces dont on pouvait disposer se réduisaient à peu près à trois compagnies, commandées par le capitaine Laborde, par Maraffin de Guerchy et Jacques Loron, seigneur de la Maison-Blanche. Il s'y joignit quelques troupes de paysans huguenots de la vallée d'Aillant, commandées par des « capitaines d'aventure », au nombre desquels se trouvaient des moines qui avaient échangé le froc contre l'épée, un cordelier entre autres, nommé Baron, s'était fait, dans ces corps francs, un renom de bravoure. Le parti protestant comptait encore parmi les siens, les capitaines Raval, Sarrazin et Etienne Fernier. Comme on était à l'époque des vendanges, les protestants eurent la facilité d'introduire de la poudre dans des tonneaux.

Dans la journée du 27 septembre (1567) on vit dans la campagne chevaucher quelques cavaliers, il s'en suivit en ville une émotion générale ; le soir même, vers 10 heures, deux colonnes de soldats calvinistes se dirigeaient, l'une vers la porte d'Egleny, l'autre vers la porte du Temple, dont elles s'emparèrent, sans coup férir. Au dire d'Edme Panier, une arquebusade qui eut lieu à la porte du Temple, aurait fait périr 15 ou 16 personnes ; mais cet historien est suspect d'exagération ; un autre mémoire, celui de G. Félix, ne dit rien de ce fait. Quoi qu'il en soit, les protestants une fois maîtres de ces deux entrées, introduisirent en ville les forces du dehors et prirent leurs positions pour le lendemain.

Les prêtres et un certain nombre de catholiques sortirent librement de la ville et se retirèrent dans les villes voisines de Seignelay, St-Bris, Irancy, Briennon, Chablis, St-Florentin ; les chanoines se retirèrent à Cravant, où ils avaient une maison de campagne. Le moine Divolé s'était réfugié au logis abbatial de l'abbaye de St-Père, des soldats vinrent l'y arrêter et le conduisirent devant le capitaine Musnier, qui lui demanda s'il était ce prédicateur, qui avait tant crié contre les protestants et s'il voulait soutenir ce qu'il avait dit en chaire ; le dominicain ne perdit pas contenance et se montra prêt à braver le danger ; il fut conduit devant le commandant Laborde, par les soldats du capitaine Musnier, qui lui mirent irrévérencieusement sur la tête un grand chapeau fort gras et haut de plus d'un pied avec des bords très étroits et lui ôtèrent son froc de moine, ne

lui laissant que son haut-de-chausse. Les braves gens, voyant leur moine passer dans cet accoutrement grotesque, se lamentaient, croyant que les Huguenots menaient ce saint homme au supplice. Le capitaine Laborde rendit hommage au courage de l'intrépide Divolé et le fit, sur-le-champ, mettre en liberté. Celui-ci, sans s'attarder à Auxerre, sortit et se retira à Paris.

Il ne faut pas s'étonner que des actes de représailles aient suivi la prise de la ville d'Auxerre ; les protestants, maîtres de la place, se vengèrent du pillage et des dévastations, dont ils avaient souffert le 9 octobre 1561 ainsi que l'année suivante. Il est juste de remarquer, toutefois, que ce fut seulement contre les choses, que se déclenchait l'esprit de représailles et qu'il n'y eut à enregistrer aucune attaque contre les personnes.

Les monuments religieux, où s'étaient les emblèmes de la superstition, avaient le don d'exciter la colère des Calvinistes ; quelques-uns eurent à souffrir ; les soldats entrèrent dans les églises, dans les couvents, dans les maisons des chanoines ; ils abattirent les croix, renversèrent les autels, mutilèrent les statues et jetèrent les reliques sur les places publiques, entre autres les célèbres reliques de St-Germain.

Malheureusement, beaucoup d'œuvres d'art disparurent dans ces scènes de vandalisme (1).

(1) On lit à ce sujet une légende dans l'abbé Lebeuf « histoire de la prise d'Auxerre », légende que M. Challe, avec sa sûreté habituelle de jugement, taxe de « ridicule invention » ; il y est question de la déposition d'une femme, par devant le juge de Danzy, attestant qu'aucun coup de marteau n'ayant pu briser la

Tantôt le pillage des églises avait pour but de créer des ressources et de faire face aux frais de la guerre ; c'est dans ce but que les compagnies protestantes fondirent un canon dans l'Eglise St-Germain avec le bronze des bénitiers et des autres objets de cuivre, qu'ils enlevèrent le plomb des combles pour fondre des balles, et qu'ils vendaient les étoffes des églises à l'aune, aux paysans des campagnes ; tantôt le pillage n'avait d'autre but qu'un déplorable goût de destruction, une vengeance à exercer, sur ces orgueilleux monuments, qui symbolisaient la domination des prêtres ; ils mirent le feu à la tour St-Pierre et attachèrent à la tour St-Germain des câbles, auxquels on attela des chevaux, des bœufs et même des hommes et on la renversa. L'Hôtel-de-Ville possédait sans doute aussi des statues ou des bas-reliefs ayant trait à la religion, car il eut à souffrir dans ces jours de dévastation.

Jean de la Borde, qui se disait gouverneur d'Auxerre pour le roi, sous l'autorité du prince de Condé, imposa la ville pour trois mille écus et envoya une partie de ses soldats à Condé, conservant seulement à Auxerre une légère garnison.

chasse de St-Germain, elle fut emportée avec dix ou douze charretées de butin, au domaine de la Maison-Blanche ; que le tout fut enfoui de nuit, dans les cour ou jardin du chateau, par un maçon, que J. Loron aurait ensuite fait périr. Malgré ces détails invraisemblables, M. Bauduin s'est empressé de recueillir cette légende dans le corps de son *Histoire du Protestantisme en Bourgogne*, où d'ailleurs elle n'est pas dépaycée. Nous pouvons ajouter, en passant, que cet écrivain a eu grand tort de rappeler dans son avant-propos le mot de Quintilien : « *Historia scribitur ad narrantum non ad probandum* ; » jamais personne n'a moins fait usage de cette sage maxime.

Les habitants d'Avallon craignaient-ils qu'à cette époque, les Réformés n'eussent également la pensée de se rendre maîtres de la ville; le lieutenant du baillage Etienne Filzjehan, accompagné des échevins, se présenta à eux, un jour qu'ils étaient réunis et les somma avec menaces de quitter la ville.

Quelques-uns ne se sentant plus en sécurité sortirent en effet et se retirèrent à Auxerre; nous voyons par une lettre de l'un d'eux, adressée aux échevins de la ville, qu'il était intervenu un compromis, au sujet de ceux qui restaient à Avallon, afin qu'ils ne fussent ni inquiétés, ni dénoncés et que les magistrats catholiques violèrent leur parole et dénoncèrent leurs concitoyens au lieutenant Saulx-Tavannes « par nom et surnom » (1).

Ces événements se passaient au moment où Condé venait de livrer sous les murs de Saint-Denis une bataille, où fut tué le connétable de Montmorency et dont le résultat était demeuré indécis.

Après l'affaire de Saint-Denis, Condé n'ayant pu réussir à engager une nouvelle action avec l'armée royale, prit le chemin de la Lorraine, pour opérer sa jonction avec les troupes auxiliaires qui lui arrivaient du Palatinat, et se replia avec sa petite armée, sur Montereau. A ce moment, une armée de 7.000 Calvinistes, venant du midi par Orléans, appelée l'armée des vicomtes, entra dans la Basse-Bourgogne par

(1) Archives d'Avallon.

Montargis et Chéroy ; elle apprit que Sens était bien défendu par le jeune Henri de Guise, mais que Pont-sur-Yonne ne comptait qu'une faible garnison, à laquelle s'étaient joints des bateliers et des mariniers de la ville ; sommée de se rendre, elle refusa ; les Calvinistes établirent une batterie sur la colline qui domine Pont-sur-Yonne, l'artillerie fit brèche et la ville fut prise d'assaut.

Les habitants, qui s'étaient réfugiés dans la citadelle, capitulèrent et eurent la vie sauve.

L'armée des vicomtes passa l'Yonne au gué de Pont-Renard, s'empara de Brai et de Nogent-sur-Seine et pendant que les deux corps de troupes faisaient leur jonction et s'organisaient pour marcher sur la Lorraine, Condé, cherchant à détourner l'attention du duc de Guise, vint mettre le siège devant Sens, qui se défendit avec vigueur ; l'armée de Condé, irritée de ne pouvoir s'emparer de la ville, se répandait aux alentours en détachements, donnant l'assaut aux châteaux des gentilshommes catholiques, rançonnant les prêtres et brûlant un certain nombre d'églises de la contrée, celles de Pailly, de Vertilly, l'abbaye de Saint-Colombe et le château de Nolon, ainsi qu'une petite chapelle voisine de Sens, « où se trouvaient d'anciens sépulchres des notables bourgeois de la ville » (1).

Le bourg de Courlon était fortifié, les habitants mis en demeure de se rendre au prince de Condé, refusèrent et tinrent, une journée durant, contre les efforts des Huguenots ; ceux-ci allèrent cher-

(1) Mss. de Gressier, document produit par M. Challe.

cher du renfort et entrèrent d'assaut dans ce malheureux bourg, qui eut beaucoup à souffrir, mais ce furent surtout les gens d'église qui eurent le plus à endurer les représailles des vainqueurs ; ils s'étaient réfugiés dans la tour des cloches, mais il leur fallut bientôt capituler. Cl. Haton rapporte que les Huguenots avaient promis la vie sauve à leurs ennemis et qu'ils trahirent la foi jurée, les massacrant à mesure qu'ils descendaient ; si bien qu'un nommé Jean d'Egreville remonta vite au sommet de la tour et, mourir pour mourir, aima mieux se jeter du haut en bas. C'est avec peine que l'on voit quelquefois les protestants déshonorer leur cause par des actes inhumains, que la justice fait un devoir de réprouver, partout où ils se produisent. Du reste, dit le curé Haton, en racontant ce fait, « les gens de guerre catholiques étaient aussi méchants et quasi plus méchants que les Huguenots. » Aveu qui dit beaucoup, sous la plume d'un écrivain ecclésiastique (1).

Ayant levé le siège de Sens, l'armée de Condé se mit en marche à travers la forêt d'Othe, elle renforça la garnison d'Auxerre, s'assura de Saint-Florentin, où elle laissa environ 500 hommes, commandés par un capitaine angoumois nommé de Thors, puis elle entra en Champagne et alla faire à Pont-à-Mousson, sa jonction avec les troupes allemandes.

Accrue de nouvelles forces, elle revint sur ses pas, passa la Marne près de sa source, la Seine à

(1) Mémoires de Cl. Haton, p. 517.

Châtillon; à son retour, elle rencontra l'Auxerrois défendu par L. de Gonzague, duc de Nevers, qui commandait un corps de soldats italiens, soldés par le pape ; l'armée protestante s'inquiéta peu de cet obstacle, le duc de Nevers était d'ailleurs entravé par les instructions obscures qu'il recevait du duc d'Anjou, frère du roi, à ce point qu'un jour, il perdit patience et écrivit que pour exécuter de semblables ordres, il faudrait : « que l'infanterie » eût des ailes et qu'elle vollaſt par dessus les » ennemys, lesquels tiennent de large une in- » finité de pays » (1).

L'armée de Condé entra dans notre contrée par Ancy-le-Franc.

A l'approche de l'armée protestante, les habitants de Tonnerre avaient tenté d'adoucir par des cadeaux, ceux dont ils avaient à craindre ; ils avaient envoyé à Dandelot seigneur de Tanlay dix feuilletes de vin, ils y avaient ajouté des cadeaux de poissons et d'oranges pour Madame Dandelot, mais le gouverneur de Tonnerre comptait sans doute plus encore sur l'efficacité des mesures qu'il avait prises ; il avait fait murer trois portes et avait fait acheter des « bâtons à feu » (fusils); tout cela n'épargna pas à la ville la mise en demeure d'ouvrir ses portes, ou de se racheter; elle aima mieux verser une somme de 5,000 livres que lui prêta le banquier du duc d'Uzès.

L'armée protestante passa par Chablis ; comme elle se dirigeait sur la Loire, le capitaine Laborde, dans le but de lui abrégér la route,

(1) Bibliothèque nationale. Mss. Béthune 3459, fol. 164.

tenta de lui frayer un passage à Cravant ; pour cela la garnison d'Auxerre transporta par eau jusque sous les murs de Cravant, la pièce de canon qui avait été fondue dans l'église Saint-Germain d'Auxerre et qu'on avait baptisée la « pute gueule », mais les habitants de Cravant se défendant avec grand courage, résistèrent aux troupes d'Auxerre et même à un détachement de l'armée de Condé.

Le petit bourg d'Irancy, encouragé par l'exemple de Cravant, se montra, lui aussi, disposé à la résistance, ses défenseurs tuèrent le parlementaire que Condé avait envoyé sous les murs de la place ; le 7 février, la position fut emportée et le bourg mis à feu et à sang.

Les habitants de Coulanges-la-Vineuse avaient tué quelques soldats protestants d'une avant-garde, pour prévenir des représailles, ils envoyèrent une députation au prince de Condé, qui leur imposa une rançon de 3,000 livres ; le régiment de La Rochefoucauld, qui fit une étape à Coulanges, emporta en s'en allant, le buste en argent de Saint-Christophe, patron de la ville, que l'on avait inutilement caché dans un puits.

L'armée des confédérés entra de là dans la Puysaie, gagna Bléneau, Chatillon-sur-Loing, Montargis et Orléans.

Nous avons suivi la marche de l'armée de Condé à travers notre contrée, les rares incidents qui se rattachent au passage de cette armée étant les seuls souvenirs de la Réforme durant l'année 1567.

Revenons maintenant à Auxerre, où Maraffin

de Guerchy avait succédé dans le commandement au comte de Laborde ; celui-ci, dans la crainte d'un soulèvement, tenait la ville sous un régime de terreur ; deux catholiques, au dire d'Edme Panier, pouvaient à peine passer dans la rue, sans s'exposer à recevoir des coups de bâton.

L'état de guerre était un aliment aux haines religieuses, que les moines entretenaient d'ailleurs par des prédications fanatiques ; à leur excitation, les catholiques se montraient souvent implacables ; à Ligny-le-Châtel, ils se saisirent d'un pauvre homme, connu pour appartenir à la religion réformée et qui, se voyant menacé, s'était réfugié dans le grenier du bailli ; il fut tiré de sa retraite et mis à mort (1).

En 1568, les soldats protestants d'Auxerre, qui souvent, dans leurs sorties, s'attaquaient aux églises et aux maisons des prêtres, vinrent au mois de février troubler le repos des moines de Pontigny, qui avaient eu la précaution de mettre leurs trésors en sûreté chez le procureur fiscal de Saint-Florentin et qui mirent leurs personnes à l'abri dans une maison fortifiée qu'ils possédaient à Chablis. Les Huguenots mirent le feu à l'église, brûlèrent également le pressoir des moines et rentrèrent à Auxerre, portant sur le dos les chapes et chasubles, qu'ils avaient enlevées à l'abbaye de Pontigny.

Durant cette période, les protestants de Sens eurent beaucoup à souffrir dans leur personne et dans leurs biens ; sur le simple soupçon d'appartenir à la religion réformée, on était jeté en prison.

(1) Théod. de Bèze, hist. des Eglises réformées.

Bien qu'il n'y eût aucun trouble à Avallon, les protestants de cette ville étaient, eux aussi, en butte à toutes sortes de vexations ; quelques-uns de ceux qui avaient été arbitrairement expulsés l'année précédente, étaient rentrés dans leurs foyers ; sur une simple dénonciation, ils durent reprendre le chemin de l'exil. A peine étaient-ils sortis de la ville, que les magistrats catholiques décrétèrent un emprunt forcé, qui pesa presque entièrement sur les familles réformées ; les chefs de familles étant absents, la saisie fut mise sur leurs biens et pour beaucoup ce fut la ruine (1).

Cependant l'armée de Condé, après s'être ravitaillée et organisée à Orléans, avait pris Beaugency et Blois. La Rochelle se déclarait pour les Réformés. Sur les conseils du sage l'Hôpital, qui se portait garant que les protestants n'avaient pris les armes que pour sauvegarder leur liberté religieuse, la cour, inquiète de l'avenir, fit publier un édit qui remettait en vigueur celui d'Amboise et annulait les restrictions qui y avaient été apportées depuis 1563.

Là-dessus, les protestants donnèrent raison au chancelier l'Hôpital et se séparèrent après que la paix eût été signée à Longjumeau, le 2 mars 1568 ; paix « mal assise » s'il en fut jamais.

Les protestants se trouvaient une fois encore à la merci de leurs ennemis, dit Mézeray, sans autre sûreté que la parole d'une femme italienne, qui se vantait d'en faire plus avec trois feuilles de papier et sa langue, que tous les hommes d'armes du royaume.

(1) Archives d'Avallon. Chap. 52.

CHAP. VII.

L'AUXERROIS ET LE SÉNONNAIS DURANT LA TROISIÈME GUERRE DE RELIGION.

Le traité de paix de Longjumeau fut vivement critiqué par les catholiques ardents, en ce qu'il rendait aux Réformés avec l'édit d'Amboise, une certaine mesure de liberté religieuse. Les prédicateurs de Paris se signalaient par la violence de leurs attaques contre le Roi et la Reine-mère, ils firent tant et si bien, que le roi les fit venir au Louvre s'expliquer devant lui. Ce fut Pierre Divolé qui porta la parole comme doyen d'âge de la compagnie des prédicateurs ; rien ne peut dépasser la fougue des paroles du moine auxerrois, dont quelques expressions nous ont été conservées par Claude Haton.

Le Roi, satisfait d'avoir grâce au traité de Longjumeau, échappé à un danger sérieux, ne voulait pas ostensiblement le déchirer, il imposa silence à ces énergumènes. Divolé en mourut de dépit quelques jours après.

Mais si le Roi ne voulait pas violer le traité de Longjumeau ouvertement, il était bien résolu à n'en tenir aucun compte. Quelques semaines après la signature de la paix, les châteaux de Saligny et de Villeneuve aux riches hommes,

domaines du seigneur d'Esternay, étaient incendiés par Hodoard de Foissy qui annonçait le projet de s'emparer du château même d'Esternay, où se trouvait la famille du seigneur calviniste.

Condé avait loyalement rendu la ville d'Auxerre; le 14 avril Maraffin de Guerchy en sortait avec sa garnison; le roi y nomma gouverneur Aymard de Prie, baron de Toucy. Ce qui montre bien qu'à cette époque, aucun droit n'était respecté, s'il n'était soutenu par les armes, c'est qu'à partir de ce moment, il n'y eut plus un instant de sécurité pour les protestants d'Auxerre.

Dix jours après la sortie des troupes de Condé, les protestants revenaient du faubourg Saint-Amatre, où en vertu du nouvel édit, le lieu de culte avait été reporté; en s'approchant des portes de la ville, ils les trouvèrent fermées et les démonstrations menaçantes des catholiques leur donnèrent à entendre que la récente paix était un leurre; ils allèrent porter plainte au roi, qui n'en tint aucun compte. Les chroniqueurs catholiques ont parlé avec une mystérieuse réserve, de cette odieuse attaque contre des hommes désarmés qui ne demandaient qu'à vivre en paix.

Il y eut, à la suite de cette manifestation hostile, des protestants tués au-dedans et au-dehors de la ville; de certaines expressions ambiguës qu'emploient à ce sujet dom Viole et l'abbé Lebeuf, on peut inférer que les catholiques firent sauter la maison du capitaine Laborde, où les protestants menacés par la horde de Jacques Creux avaient cherché un refuge. On leur donna une telle épouvante, dit George Viole, qu'ils abju-

rèrent publiquement. Quelques-uns, du dehors, purent rentrer dans la ville, à la condition de suivre l'exemple des premiers ; enfin ceux qui voulurent demeurer fidèles à leur foi, abandonnèrent la ville inhospitalière où ils avaient tant souffert. La bande de Jacques Creux recommença ses incursions sur les châteaux protestants des environs, sans épargner les personnes. A Chevannes, elle attaqua et vola un gentilhomme de la maison de Coligny, qui était porteur de 50,000 livres, appoint de la solde des reîtres fourni par le chef du parti réformé ; ils amenèrent ce seigneur prisonnier à Auxerre et massacrèrent une partie de son escorte.

L'amiral porta plainte de ce crime, mais tout en semblant prêter l'oreille aux doléances des Réformés, Charles IX était bien décidé à laisser impunies les attaques dont ils étaient l'objet.

Coligny était venu à Tanlay résider chez son frère Dandelot, ayant envoyé à Auxerre un gentilhomme trouver Jacques Chalmeaux, avec qui il désirait s'entretenir, l'envoyé s'adressa au gouverneur et obtint de lui une escorte de deux archers, pour sortir de la ville, les hommes de Jacques Creux ne l'en assaillirent pas moins, en pleine rue et les archers eux-mêmes se mirent du côté des assassins. La femme du gouverneur, témoin involontaire de ce massacre, en éprouva un tel saisissement qu'elle mourut quelques jours après.

Non seulement le roi ne répondit pas aux nouvelles plaintes, qui lui furent adressées, mais dans une lettre qu'il envoya peu après aux ma-

gistrats et bourgeois d'Auxerre il encourageait implicitement les violences contre les Réformés (1).

De tous côtés il arrivait des nouvelles inquiétantes ; dans les diverses provinces la ligue s'organisait sous forme de confréries religieuses, confréries copiées selon une expression des mémoires de Tavannes, « sur les propres inventions de fraternité des huguenots ; » les forces catholiques, dont le cardinal de Lorraine semble avoir été l'âme, faisaient appel à l'esprit de parti et au sauvage fanatisme de l'époque.

Les Réformés ne pouvaient plus pour ainsi dire, faire un pas hors de chez eux et les catholiques disaient tout haut, que les « huguenots n'en avaient plus que pour un mois au ventre. »

Au moment, où il voyait l'horizon s'assombrir autour de lui, Condé quitta furtivement son domaine de Muret en Picardie et vint se réfugier au château de Noyers, qu'il avait acquis par son mariage avec Françoise d'Orléans-Longueville ; dans cette résidence isolée, il se croyait à l'abri d'un coup de main de la Cour, mais il ne tarda guère à s'y sentir menacé ; des soldats de l'armée royale venaient faire des reconnaissances jusque sous les murs du château et annonçaient aux paysans, qu'ils ne tarderaient pas à reparaitre.

A ce moment, Tavannes gouverneur de Bourgogne, reçut du roi l'ordre verbal de s'emparer de Condé. Tavannes craignait-il d'être désavoué si l'entreprise venait à ne pas réussir, ou cette dé-

(1) Archives de la ville d'Auxerre.

loyale besogne lui répugnait-elle, toujours est-il qu'il envoya à Noyers des émissaires porteurs de billets, où était écrite cette devise : « le cerf est aux toiles, la chasse est préparée. »

Condé adressa de suite au roi Charles IX une requête, qui demeure comme un monument impérissable du cri d'alarme que firent entendre alors les malheureux Réformés; il rappelle au roi, que l'édit n'a pas été observé, que ceux de la religion ne peuvent en aucun endroit du royaume vivre en sécurité, il lui remémore avec douleur, que ses coreligionnaires viennent d'être massacrés à Orléans, Soissons, Lyon, Sisteron, Valence, Amiens, Toulouse, Caen, Beaune et Auxerre où cent vingt ou cent quarante protestants ont trouvé la mort, sans qu'aucune justice ait été faite. Puis il se disposa à quitter Noyers.

En même temps Coligny et Dandelot étaient informés du danger qu'ils couraient à Tanlay, ils durent même quitter ce domaine en toute hâte et déguisés en vigneron, une pioche à la main, ils se cachèrent dans une vigne, que montrent encore les habitants de Tanlay, le lendemain ils quittèrent la vallée de l'Armançon et rejoignirent Condé, résolu comme lui à traverser une partie de la France à pied, pour aller demander asile à La Rochelle, qui venait d'ouvrir ses portes aux Réformés.

Ce fut dans la nuit du 23 août 1568, que Condé quitta le château de Noyers, il marchait en tête de la troupe, accompagné de sa femme, qui était enceinte et de ses jeunes enfants, il portait lui-même le plus petit dans ses bras, Madame Dan-

delot les accompagnait, puis venait l'amiral de Coligny, accompagné de ses quatre enfants, qui suivaient en grand deuil, venant de perdre leur mère. Cent cinquante cavaliers environ leur faisaient escorte, entre autres L. Blosset, seigneur de Fleury et J. de la Borde, ils traversèrent la Puysaie. Arrivés au bord de la Loire, ils trouvèrent les ponts gardés et allèrent passer à un gué près de Sancerre. Les eaux étaient basses, le passage, quoique périlleux, s'accomplit sans incident ; Condé entra le premier dans le fleuve, tenant toujours son plus jeune enfant ; à peine étaient-ils passés, qu'une crue subite, comme il s'en produit quelquefois, vint interposer une barrière entre les Réformés et leurs ennemis qui tenaient campagne pour leur couper la route et les serraient déjà de près. Les protestants fugitifs s'arrêtèrent et sous le sentiment d'une délivrance de Dieu, entonnèrent le ps. CXIV « Quand Israël sortit d'Égypte, etc. »

Quelques jours après, Tavannes recevait de Charles IX l'ordre verbal de s'emparer de Noyers ; étant en route pour Orléans il avait déjà atteint la petite ville de Ligny-le-Châtel, où les lettres du roi lui furent remises, il continua sa route et transmit l'ordre royal à Barbezieux, gouverneur de Champagne, qui, à l'aide de la garnison d'Auxerre, vint attaquer la place de Noyers.

Les murs dataient du XII^e siècle, ils ne tinrent pas longtemps contre le canon, le capitaine Noguier, qui y tenait garnison pour Condé, capitula à la condition que ses hommes auraient la vie sauve et que les meubles du prince seraient res-

pectés ; Barbezieux ne respecta aucune des clauses de la capitulation, une partie de la garnison fut massacrée, les femmes furent victimes d'odieux traitements et le riche mobilier du château fut dispersé. De Thou pense que Barbezieux s'appropriâ ce qui avait le plus de valeur. Le prince de Condé apprit à La Rochelle la lâche conduite du gouverneur de Champagne et supporta cette affligeante nouvelle avec un fier dédain.

Beaucoup de seigneurs protestants avaient suivi Condé dans sa fuite, néanmoins il en restait encore un assez grand nombre dans notre contrée, pour que l'attaque du château de Noyers devînt le signal d'une nouvelle prise d'armes.

Comprenant qu'ils avaient à se tenir sur leurs gardes, les seigneurs calvinistes jetèrent leurs vues sur deux places fortifiées, que les chroniqueurs ne nomment pas, mais que l'on croit être la ferme fortifiée de Gurgy et le prieuré d'Escamps. Aymard de Prie envoya contre eux un détachement commandé par un certain capitaine Noyon, qui réussit à s'emparer de ces deux places et massacra jusqu'au dernier, les soldats protestants qui les avaient défendues.

Le 8 Sept. Charles IX interdisait brusquement l'exercice du culte réformé et révoquait de leurs fonctions les magistrats et officiers civils appartenant à ce culte ; le ton haineux et violent des lettres royales semblait ouvrir libre carrière aux passions toujours incandescentes de cette époque, elles furent en effet le signal d'un nouveau massacre qui ensanglanta la ville d'Auxerre.

On se souvient que ceux qui avaient voulu ren-

trer dans la ville, après l'expulsion du 25 avril 1568, avaient dû renoncer à leur religion, les catholiques les soupçonnaient néanmoins d'être restés secrètement attachés à l'hérésie ; peut-être se dirent-ils que la guerre étant imminente, une fois la garnison sortie, les Huguenots pourraient de nouveau se rendre maîtres de la ville et pour obvier à cette éventualité, ils conçurent le projet de massacrer tous ceux, qui, dans Auxerre, avaient professé la religion réformée.

Comme à Sens en 1562, ce fut une procession qui inaugura le massacre. Le 17 octobre les prêtres allèrent de la cathédrale à Saint-Germain promenant l'hostie par les rues de la ville. Les catholiques se seraient, paraît-il, aperçus, à l'attitude des Huguenots, du secret dépit qui les possédait. Le lendemain « ils se jetèrent en force » dans les maisons des plus suspects ; ils en tuèrent jusqu'à cent cinquante, traînèrent leurs corps nus, dans la rivière ou dans les voiries » (1). Aucun historien de la ville d'Auxerre, rappelant cet horrible massacre, n'a pu lui assigner d'autres causes, que le soupçon de conversions extérieures.

En moins de 7 mois, 280 protestants furent massacrés à Auxerre, en pleine paix, 120 furent assassinés isolément, et les 150 dont nous venons de parler furent exécutés en une seule fois (2).

(1) Mss. de dom G. Viole.

(2) Ce massacre est distinct des assassinats que le prince de Condé avait dénoncés au roi dans la requête dont nous avons parlé plus haut.

Les victimes de cette journée sanglante furent pour la plupart, des gentilshommes, des magistrats, des commerçants. On cite un conseiller, qui échappa au massacre, Stanislas Girardin. Jacques Chalmeaux se déroba un moment aux assassins, mais ce ne fut que pour tomber peu après dans leurs mains ; se voyant sur le point d'être pris, il se déguisa en vigneron, emprunta chez un voisin, nommé David, un baril qu'il chargea sur ses épaules et sortit ainsi le matin par la porte d'Egleny. Le misérable David courut avertir les soldats du guet qu'ils venaient de laisser passer le lieutenant général, ils l'atteignirent sans peine et le ramenant en ville, le massacrèrent derrière l'hôtel des consuls, à l'angle de la rue d'Egleny et de la rue des Nobles ; son corps, dit G. Viole, demeura longtemps étendu sur un fumier.

En face du cadavre de cet homme universellement respecté, les assassins demeurèrent stupéfaits et ils lui firent le dérisoire honneur de la sépulture ecclésiastique, répandant le bruit, qu'il avait fait à sa mort les protestations d'un bon catholique.

Cependant les événements suivaient leur cours dans les provinces de l'ouest. La reine de Navarre qui avait embrassé la Réforme était venue à La Rochelle se joindre à Condé au moment de la troisième prise d'armes. Plusieurs provinces se déclarèrent pour les Réformés et des engagements eurent lieu entre l'armée de ces derniers et celle du duc d'Anjou. Les hostilités, suspendues en hiver, furent reprises au mois de février à Jarnac,

où Condé blessé et désarçonné fut tué d'un coup de pistolet à bout portant. Le duc d'Anjou eut la lâcheté de faire promener sur un âne, dans le camp catholique, le cadavre du malheureux prince et de le livrer ainsi aux grossières insultes de ses soldats. Dandelot mourut à Saintes quelques semaines après, on pensa que sa mort était due au poison.

Henri de Navarre et le fils du prince de Condé n'étant encore que des enfants, tout le poids des affaires retomba sur Coligny. L'électeur Palatin et Guillaume de Nassau envoyant à ce moment des secours à leurs coreligionnaires, il fallait pour assurer le passage des troupes auxiliaires à travers la Bourgogne, posséder une place forte dans cette contrée; on jeta les yeux sur Vézelay. Un des seigneurs protestants qui tenaient campagne dans la contrée, nommé du Tharot, surprit cette place à la première heure du jour, au moment où l'on changeait les gardes.

Les Allemands traversaient lentement les vignobles de la Bourgogne, où aimait à s'attarder leur chef, le duc de Deux-Ponts, ils tournèrent Avallon, défendu par l'art et par la nature et arrivèrent à Vézelay où Maraffin de Guerchy les attendait, il leur fit passer la Loire à Pouilly, ils s'emparèrent ensuite de la ville de La Charité, dont ils laissèrent le commandement à Maraffin et entrèrent dans le Limousin.

Aidé de deux autres capitaines de l'Auxerrois, Louis Blosset et Le Bois de Mérilles, Maraffin s'empara de plusieurs places du Nivernais et dans l'Auxerrois de Coulanges-sur-Yonne et de Ré-

gennes, propriété des évêques d'Auxerre. Pour le malheur de ces places fortes, les retours de fortune étaient fréquents. Régennes retomba aux mains de la bande de Jacques Creux; Louis Blosset et quelques-uns des siens se sauvèrent, les autres furent massacrés, ceux que Creux épargna sur le moment, étaient réservés à de cruels supplices.

La Noue raconte qu'un prisonnier, qui se nommait Cœur-de-Roy, fut victime de l'acte le plus inhumain, on lui arracha le cœur que l'on coupa en petits morceaux ; il fut ainsi exposé en vente, il y eut des gens assez brutaux, pour le mettre sur des charbons et le manger à demi grillé.

Noyers était toujours occupé par les troupes catholiques, mais les protestants y possédaient un puissant parti. Sansac, nommé lieutenant général, avait tenté déjà la nuit de Noël (1568) de surprendre le village protestant de Villiers-les-Haut, qui s'était vaillamment défendu ; peu de temps après, il parvint à s'emparer de Noyers, la ville fut pillée, eut ses titres perdus et les prisonniers, conduits à Troyes, furent presque tous massacrés par le peuple. Sansac porta ensuite ses forces sur Vézelay, mais plusieurs tentatives qu'il fit pour reprendre cette place, furent repoussées.

Les protestants s'emparaient de Mailly-le-Château, et presque en même temps, ils perdaient Coulanges-sur-Yonne. Ce n'était que guerres continuelles avec alternatives de succès et de défaites pour les deux partis et depuis la

reprise des hostilités, c'était une véritable guerre d'extermination.

Coligny, malgré les malheurs de la campagne actuelle, ne désespérait pas de forcer la Cour à donner aux Réformés la liberté de conscience, il disait : « Les Parisiens inclineront vers la paix, quand ils verront la guerre à leurs portes. »

Son arrivée en Bourgogne et la bataille qu'il gagna à Arnay-le-Duc, contre le maréchal de Cossé-Brissac, marqua la fin de la 3^{me} guerre de religion. Contre le gré du pape et du roi d'Espagne, la paix fut signée à St-Germain (1).

Les conditions de cette paix étaient assez favorables aux Réformés, ils conservaient la liberté de culte dans tous les lieux, dont ils étaient en possession, plus deux villes par province, pour y célébrer leur culte; les deux villes désignées pour la Bourgogne furent : Mailly-la-Ville (2) et Arnay-le-Duc.

Durant ces jours néfastes, les troubles avaient été si profonds, le respect de la propriété si ébranlé, qu'à la signature de la paix, les seigneurs protestants trouvèrent souvent leurs domaines aux mains d'autres possesseurs; c'est ce qui arriva à Maraffin de Guerchy; il trouva son château d'Avigneau aux mains d'un seigneur catho-

(1) M. Challe a fait un inconcevable quiproquo, dans son hist. des guerres du Calvinisme et de la Ligue, 1 vol. p. 258 en donnant à la paix de St-Germain des négociateurs et le surnom que l'histoire donne à la paix de Longjumeau.

(2) Commune du canton de Vermanton (Yonne).

lique qui avait de force épousé sa fille, afin de se rendre maître du domaine. Le vrai seigneur d'Avigneau dut faire un compromis avec l'usurpateur. C'est là un trait de mœurs, relevé entre mille, qui indique la profondeur des troubles sociaux occasionnés par ces déplorables guerres dites « de religion ».



CHAP. VIII.

DERNIÈRE PÉRIODE DU PROTESTANTISME DANS LA BASSE-BOURGOGNE.

§. I. — *La Saint-Barthélemy.*

A partir de la paix de St-Germain, les Guise eurent un moment de défaveur et la cour sembla obéir à de nouvelles influences, mais Catherine de Médicis ne tarda pas à se montrer jalouse de la déférence marquée que Charles IX accordait à l'amiral, elle se réconcilia avec les Guise; ce rapprochement fut regardé comme de mauvais augure.

Peu après la signature de la paix, une charte avait été publiée en Bourgogne, qui sans donner pleine satisfaction aux Réformés, valut à notre contrée une période de calme d'un an et demi. On pouvait espérer que l'ère des guerres civiles était close; un grand nombre de seigneurs protestants étaient venus à Paris pour célébrer le mariage de leur jeune chef Henri de Navarre avec la sœur du roi; mais d'autres, ayant sans doute moins de confiance aux bonnes dispositions de Charles IX, ou le sachant trop versatile, avaient refusé de venir à Paris; quelques-uns

même de ceux qui s'y trouvaient, se tenaient en garde contre toute éventualité fâcheuse.

Jean de Ferrières était venu s'établir dans le faubourg St-Germain, le capitaine Blosset y résidait aussi ; on l'engageait de venir dans Paris, il répondit avec sa franchise bourguignonne, que l'air du faubourg valait mieux que celui de la ville et celui de la campagne mieux encore.

J. de Ferrières insista beaucoup près de Coligny, malade de sa blessure, pour l'engager à quitter Paris, ainsi que les autres seigneurs protestants.

Le capitaine Blosset, encore mieux avisé, abandonna entièrement la capitale ; le 20 août, en allant prendre congé de l'amiral, il lui dit : « Si vous faisiez comme moy, vous feriez beau-
« coup pour vous et pour nous. »

Ce fut en effet quatre jours après le mariage de Henri de Navarre, que Charles IX ordonna le massacre de tous les Huguenots présents à Paris.

Ce fut d'abord sur l'hôtel de l'amiral que se précipita le duc de Guise ; il fit assassiner Coligny par un de ses affidés nommé Bœsme ; pour récompense il le maria peu de temps après avec une des filles naturelles du cardinal de Lorraine ; aux côtés de Coligny se trouvait Maraffin de Guerchy, l'ancien gouverneur d'Auxerre qui tomba avec son illustre général.

Le massacre souilla le Louvre même et quand le soleil du 24 août se leva sur Paris, c'était un dimanche, il éclaira des monceaux de cadavres, baignant dans des mares de sang.

La tuerie continua et dura ainsi quatre jours.

Des ordres partirent pour la province, où les

mêmes scènes de carnage se produisirent et durèrent jusqu'à six semaines.

Presque partout, les prêtres encourageaient le massacre ; le clergé de Paris célébra un jubilé extraordinaire et fit une procession générale.

A Rome, il y eut également de grandes réjouissances et le pape fit frapper une médaille commémorative de la St-Barthélemy avec cette exergue : « *Pietas evigilavit justitiam.* » « la piété a réveillé la justice. »

Ce serait sortir des limites de notre étude, que de raconter les scènes de massacre qui se passèrent dans presque toutes les villes de France, nous n'avons mentionné ce lugubre drame, que parce qu'il y périt quelques gentilshommes protestants de notre contrée, Armand de Piles y fut tué, ainsi que Briquemaut qui s'était réfugié chez l'ambassadeur d'Angleterre, y fut pris et fut pendu par arrêt du Parlement.

Bien en prit à J. de Ferrières, de sa défiance, il put quitter le faubourg au milieu du massacre et ne se sentant pas en sûreté dans son château de la Ferté-Vidame, il gagna la côte et se retira en Angleterre (1).

Nous avons dit que, partout, le massacre des protestants fut un événement horrible ; dans notre contrée il eut de moindres proportions que

(1) En 1586, Jean de Ferrières, âgé de 65 ans, guerroyait encore en Saintonge, il fut fait prisonnier par un certain capitaine Charles, qui lui demanda une forte rançon ; Jean, trop pauvre, ne put la payer et fut jeté au fond d'une galère avec d'autres prisonniers de guerre. C'est là qu'il mourut la même année.

dans les autres provinces, la besogne avait été faite d'avance, il ne se rencontrait presque plus de protestants que la terreur n'eût fait abjurer.

Dans les campagnes de l'Auxerrois, quelques seigneurs calvinistes, traqués par des bandes d'assassins, prirent le chemin de l'exil, portant des croix blanches à leurs chapeaux et les dames portant des patenôtres à leurs côtés.

Jacques Creux, l'homme des magistrats catholiques d'Auxerre et un certain Laprime de Cravant se signalèrent dans ces tristes expéditions. Quand il n'y eut plus de protestants à pourchasser, la bande des pieds-nus se mit à piller les villes. A Sens, disent les mémoires de l'époque, on ne pouvait plus sortir passé 5 h. du soir.

Les gouverneurs de provinces reçurent l'ordre de profiter de la terreur que les massacres avaient répandue, pour obtenir des abjurations ; on peut croire qu'à ce moment, beaucoup de gentils-hommes cédèrent aux menaces ; le duc de Guise, étant venu à Sens, en gagna six en un seul jour.

A Auxerre la terreur obtint aussi des abjurations ; il y en a, pour le seul mois d'octobre 1572, cent deux consignées dans les archives de l'Yonne, entre autres celle du conseiller Savinien Girardin.

L'année suivante, il y avait encore à Auxerre quelques protestants et leur pasteur Jean Delaunay avait pu échapper aux sanglantes exécutions, qui avaient décimé son troupeau ; cette même année 1573 il tomba lui-même aux mains des catholiques et fut condamné à mort par sentence

du bailli ; comme il en appelait, il fut conduit sous bonne garde à la conciergerie de Paris (1).

Il y avait peu de protestants à Tonnerre, au moment de la St-Barthélemy ; le duc d'Uzès y envoya Jacques de Crussol son frère et M. Damlus son cousin, pour qu'ils y trouvassent une retraite et il demanda aux échevins de les protéger. Pithou, bailli de Tonnerre, qui était protestant, retourna au catholicisme après la St-Barthélemy.

Dès que les protestants qui avaient échappé au massacre de la St-Barthélemy purent se reconnaître et se compter, ils se jetèrent dans deux places fortes : La Rochelle et Sancerre, où ils soutinrent un siège héroïque ; on voit figurer dans la défense de cette dernière place, Lafin de Beauvoir, seigneur de Maligny et beau-frère de Jean de Ferrières.

Plusieurs fois, dans cette nouvelle guerre de religion, la contrée fut traversée par les troupes de Condé et du duc Jean Casimir, mais aucun évènement, intéressant l'histoire du protestantisme, ne se produisit à cette occasion.

Quand la paix fut signée à Etigny, la Reine-mère donna ordre aux catholiques de chanter un « *Te Deum* » ; le clergé de Sens s'y opposa et ne voulut pas qu'on allumât un feu de joie devant l'Hôtel-de-Ville, la paix étant à son gré trop favorable aux Réformés. Aussi ne faut-il pas s'étonner de voir les populations fanatisées, violer ouvertement les clauses du traité d'Etigny et

(1) Archives de Dijon. Comptes de l'Auxerrois. B. 2642.

massacrer isolément, sur divers points du diocèse d'Auxerre, les protestants de moins en moins nombreux qu'on y rencontrait.

A partir de ce moment, on ne voit plus de grands troupeaux, ni même de protestants ouvertement déclarés, car les mémoires du temps disent qu'il aurait été impossible à un « compagnon protestant » de trouver de l'ouvrage dans la ville d'Auxerre. Il se tenait encore quelques réunions secrètes dans les bois, mais nous ne savons rien de précis sur ce point.

Deux villes de la contrée, Avallon et Vézelay, conservaient quelques Réformés ; dans la première de ces deux villes, ils eurent à souffrir des catholiques ; ils avaient obtenu d'établir leur prêche dans le faubourg, ils durent le transporter à Savry (1).

A Vézelay, on trouve des protestants jusqu'à la révocation de l'édit de Nantes.

Pendant les guerres de la Ligue, il se produisit à Auxerre des actes de persécution ; les comptes de l'Auxerrois en renferment quelques traces.

En 1590, une servante, Françoise Mignerot et Etienne Ménétreux, sont condamnés comme religionnaires, à être fustigés de verges et à faire amende honorable devant l'église St-Père, ainsi qu'un certain Nicolas Girard dit Richard.

L'année suivante le 11 juin, le sieur de la

(1) Village aujourd'hui détruit ou qui a changé de nom, car aucun dictionnaire géographique ni aucune carte n'en font mention.

Maison-Blanche périt de la main du bourreau sur la place de la Fénerie (1).

Durant le cours des derniers événements, une révolution s'était faite dans les esprits ; plusieurs villes et bourgs qui avaient embrassé la Réforme, tenaient pour la ligue en 1592, tels que Cravant, Noyers, Vézelay, Coulanges-sur-Yonne, Avigneau, Maligny.

Nous voyons dans le catalogue des étudiants de l'Académie de Genève publié en 1860 d'après l'original, qu'il y eut encore longtemps, même jusqu'à la révocation de l'édit de Nantes, des étudiants en théologie, venus de l'ancien diocèse d'Auxerre ; nous y lisons les noms de jeunes gens de Sens, d'Avallon, de Vézelay, d'Auxerre et un de Venizy.

§ II. — *La Révocation de l'Edit de Nantes*

Quand Louis XIV rendit, à la sollicitation du clergé, le terrible édit qui enlevait aux protestants la liberté de culte, Bossuet, Fléchier, et tous les prélats de l'époque firent assaut d'adulation près du « roi soleil » ; un homme de notre pays eut seul le courage d'élever la voix et de porter sur cet acte inique un jugement élevé. Homme d'Etat et chrétien, Vauban rappela que la révocation de l'édit octroyé par Henri IV entraînait l'émigration de plus de cent mille français, et il

(2) Archives de Dijon. Comptes de l'Auxerrois, B. 2669 fol. 73.

ne craignit pas de faire entendre au clergé, à ce sujet, des paroles sévères : « La contrainte des consciences, écrit-il, a inspiré une horreur générale de la conduite que les ecclésiastiques ont tenue, et la croyance qu'ils n'ajoutent aucune foi à des sacrements qu'ils se font un jeu de profaner. »

La révocation de l'édit de Nantes ne frappa qu'un nombre très restreint de personnes, dans notre contrée ; cependant il y eut des victimes, dont assurément tous les noms ne nous sont pas parvenus.

Les archives de l'Yonne renferment une série de 34 lettres adressées par le chancelier Pontchartrain à l'évêque d'Auxerre, au sujet de jeunes filles, que l'on enlevait à leurs familles pour les faire abjurer.

Personne n'ignore avec quel zèle le clergé de l'époque et Fénelon lui-même se voua à cette triste mission. On voit dans les lettres en question que deux demoiselles Bessé et Sallé, séquestrées d'abord dans un couvent de Paris, ont été transférées dans le couvent de la Providence d'Auxerre.

Il y est également question de deux demoiselles Odry, filles d'un médecin de Gien détenues à Auxerre pour la même cause.

Une demoiselle Pelet dont la mère était morte dans cette sinistre maison de la Providence, est menacée avec la demoiselle Bessé, si elles persistent à refuser l'instruction catholique, d'être renfermées dans un hôpital ou prison « pour y être oubliées. »

